

République Algérienne  
Démocratique et Populaire



*Ministère de la Solidarité Nationale,  
De la Famille, et de la Communauté  
Nationale à l'Étranger*

**APPUI A LA LUTTE CONTRE  
LA PAUVRETE ET  
L'EXCLUSION DANS LA  
COMMUNE DE SIDI FREDJ  
WILAYA DE SOUK AHRAS**

Royaume de Belgique  
SPF Affaires Étrangères, CE et CD -



Coopération Technique Belge

**RAPPORT DE SUIVI-ÉVALUATION  
2010**

Décembre 2009

## Table des matières

1	Situation actuelle en bref.....	5
2	Bilan de la planification des activités .....	6
2.1	Aperçu des activités : .....	6
2.2	Analyse de la planification des activités : .....	8
3	Bilan des finances .....	10
4	Suivi des indicateurs .....	11
4.1	Objectif spécifique et résultats : les indicateurs.....	11
4.2	Risques et hypothèses - Difficultés.....	17
5	Les risques et hypothèses sont également à revoir lors de la révision des indicateurs.....	19
5	Appréciation des critères de suivi.....	20
5.1	Efficience.....	20
5.2	Efficacité.....	21
5.3	Durabilité .....	23
6	Mesures et recommandations.....	25
6.1	Synthèse des critères d'appréciation .....	25
6.2	Recommandations.....	26
7	Nouveau planning 2010 .....	27
7.1	Commentaires relatifs à la planification .....	27
7.2	Présentation du POA3.....	27
7.2.1	Les activités à réaliser en 2010 .....	27
7.2.2	Installation de la direction du programme : .....	27
7.2.3	Les équipements:.....	28
7.2.4	Missions d'appui à la direction du programme : .....	28
7.2.5	Les missions non définies: .....	28
7.2.6	Missions d'appui CTB et missions d'évaluation (Z.04.01) .....	29
7.2.7	Missions d'appui techniques spécifiques : .....	30
7.2.8	Planification des activités au niveau des résultats : .....	31
7.2.9	Résultat 1 : Les services sociaux et communautaires sont améliorés .....	31
7.2.10	Résultat 2 : La diminution du sous-emploi.....	38
7.2.11	Résultat 3 La gestion des ressources naturelles : .....	43
8.	Conclusions.....	47
8.1.	Activités et Finances .....	47
8.2.	Critères de suivi .....	47

## Fiche du projet ALG04 011 11

Données générales			
Pays	Algérie		
Instance Partenaire	Ministère de la Solidarité National, de la Famille, et de la Communauté Nationale à l'Étranger		
Bailleur	DGCD : Direction Générale de la Coopération au Développement		
Secteur	Lutte contre la pauvreté / développement local		
Chronologie et documents principaux			
Début	Mai 2008	Durée	DTF : 60 mois
			Fin estimée (Fin 2013)
Début CS	Novembre 2007	Durée CS	60 mois
		Fin CS	Avril 2013
10/12/2002	La Convention Générale de Coopération au Développement entre le Royaume de Belgique et la République Algérienne Démocratique et Populaire signée à Bruxelles		
14/11/2005	Convention Spécifique (CS) signée à Alger		
05/05/2006	Le Dossier Technique et Financier (NF 19605/11-ALG 04.011.01), approuvé		
07/10/2006	l'Echange de Lettres annexant le DTF à la CS		
17/11/2006	l'Echange de Lettres annexant le DTF à la CS		
30/11/2005	La Convention de Mise en Œuvre entre l'Etat Belge et la CTB (NF 19605/11-ALG 01.011.01) signée le 30/11/2005 à Bruxelles		
18/12/2007	l'Avenant du DTF acceptée dans le CGL et l'Echange de Lettre du 21.02.08 et 22.03.08, annexant cet avenant à la CS et au DTF		
21/02/2008	Echange de lettre annexant cet avenant à la CS et au DTF		
16/04/2008	Acceptation du rapport de démarrage par le CGL		
06/07/2008	Plan opérationnel annuelle (POA1) et plan opérationnel général (POG)		
Description Le Projet porte sur la lutte contre la pauvreté, il comprend l'amélioration des services sociaux, la diminution du sous emploi, la gestion des ressources naturelles.			
Objectif principal : la pauvreté et l'exclusion reculent en Algérie			
Objectif spécifique : la pauvreté et l'exclusion reculent à Sidi Fredj			
Finance			
Budget Régie	1.195.291.00 €		
Budget Cogestion	3.693.286.00 €		
Total budget	4.888.577.00 €		
Personnes			

Aïssa HALIMI, Directeur des programmes de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, représentant du Secrétaire Général du Ministère de la Solidarité Nationale, de la Famille et de la Communauté Nationale à l'Etranger ;

Djamel Eddine BENSENNANE, Ordonnateur du Projet ;

Hacene BOUKACHABIA, Responsable du Projet ;

Lynda KHIALI, Assistante Technique national, Coresponsable recrutée par la CTB ;

Luc VANBELLINGEN, Coordonnateur du projet.

## 1 Situation actuelle en bref

### Quelles sont les principales évolutions dans le secteur/la région ?

- Depuis septembre 2000, le gouvernement algérien est signataire des Objectifs de Développement du Millénaire. L'Algérie, en adhérant à ce programme, s'est engagée pour une lutte intégrée contre la pauvreté, l'illettrisme, la faim, les disparités entre les sexes, la mortalité infantile et maternelle, la dégradation de l'environnement et à la mise en œuvre d'un partenariat mondial pour le développement. C'est dans ce sens que le projet ALG 04011 11est articulé.  
En visant essentiellement, le développement d'infrastructures socio-éducatives et publiques, la création de petites exploitations agricoles, la formation et l'alphabétisation et le soutien au mouvement associatif local que la commune de Sid Fredj pourra orchestrer un développement territorial.  
Le bien être de la population de Sidi Fredj est une des priorités de ce programme à travers l'amélioration des services sociaux basée sur l'amélioration de l'accès à la santé, l'éducation, la formation et l'alphabétisation.  
Beaucoup d'efforts ont été accomplis par des programmes de l'Etat (Hauts plateaux, HCDS, FNRDA, CDP), le projet trouve son importance dans l'appui qu'il apporte aux différentes institutions techniques par le biais des expertises dans tous domaine confondus (santé, éducation, agriculture, hydraulique, Assemblée Populaire Communale et les forêts)

### Quels sont les principaux changements institutionnels ?

Pas de changement depuis janvier 2009.

### Des changements ou des évolutions surviennent-ils à l'échelon du Projet même ?

Il y a des changements au niveau des responsables du projet :

1. Le responsable du projet s'est vu affecté dans une autre wilaya pour ses fonctions de DAS ;
2. Un nouveau DAS a été nommé au niveau de la Wilaya de Souk Ahras ; il est responsable délégué ;
3. Le recrutement d'un ATN par intérim à partir de décembre 2009.

## 2 BILAN DE LA PLANIFICATION DES ACTIVITES

Ce bilan tient compte du POA 2 accepté par le CCL du 13 Mars 2009.

### 2.1 Aperçu des activités :

<b>Résultat 1 : Amélioration des services sociaux et communautaires</b>	
A/R1/BL1 : Formation à la planification locale de lutte contre la pauvreté	La formation a été réalisée début de 2009.
A/R1/BL1. Etablissement d'un plan de développement et de lutte contre la pauvreté	Le recrutement de l'expert pour la réalisation du PCDLP a rencontré des difficultés, vu le montant mensuel allouer à ce recrutement. Le regroupement de l'activité « établissement d'un plan de développement et de lutte contre la pauvreté » avec d'autres activités est proposé au CCL.
A/R1/BL1 : Formation en genre et développement	La consultation pour le recrutement d'un expert pour assurer la formation selon l'approche genre a été déclaré infructueuse. Fusionner cette activité avec celle du PCDLP est proposé au CCL, vu que l'aspect genre est un thème transversal du PCDLP.
A/R1/BL2. Amélioration du transport scolaire	L'acquisition d'un minibus de 23 places a été lancée ; Reste la livraison.
A/R1/BL4 : Amélioration de l'accès aux soins de santé	Le choix du fournisseur est en cours, par la commission d'évaluation ; Les procédures d'acquisition seront lancées suite à la finalisation du choix.
A/R1/BL5 : Equipements complémentaire MJ	Des équipements de musique ont été acquis et livrés ; D'autres équipements d'informatique et de bibliothèques sont cours de livraison.
A/R1/BL6 : Amélioration de l'accès à l'énergie	Un camion pour la livraison de gaz de butane a été acquis ; Reste sa livraison
A/R1/BL7 : Edification, équipement et gestion de CDC à El Borj et Ouled Abbes	L'entreprise de réalisation s'est vue attribuée son ODS pour entamer les travaux de construction du CDC.
A/R1/BL8: Amélioration de la gestion des pistes communales	Un tractopelle a été acquis pour l'entretien des pistes de la commune de Sidi Fredj ; Reste sa livraison.
A/R1/BL9 : Amélioration de la gestion de l'adduction de l'eau	Un deuxième avis d'appel d'offre a été relancé pour l'acquisition des unités de déminéralisation ; Les procédures sont en cours
A/R1/BL10 : Communication, information et vulgarisation	Des termes de référence pour le recrutement d'un expert en communication sont présentés au CCL.
A/R1/BL11 : Alphabétisation et scolarisation	440 candidats ont été inscrit dans le cadre de l'alphabétisation ; 53 candidates ont été inscrites dans le cadre de l'enseignement à distance ; une convention de collaboration a été signée entre le Ministère et l'office national de l'enseignement à distance.

<b>Résultat 2 : Diminution du sous-emploi</b>	
A/R2/BL1 : Formations et encadrement micro-crédit et micro entreprises	Suite aux difficultés rencontrées pour le recrutement d'un expert en microcrédit. La DP compte sur l'appui continu pour débloquer cette activité.
A/R2/BL3 : Etude de potentiel des terroirs	La consultation a été déclarée infructueuse. La DP propose au CCL de fusionner cette activité avec d'autres activités complémentaires
A/R2/BL4 : Vulgarisation, démonstration et appui en agriculture	Des parcelles de démonstrations sont mises en place pour les cultures alternatives.
A/R2/BL5 : formation, voyage d'étude et démonstration filière romarin	Cette activité est tributaire de l'étude des potentiels des terroirs
A/R2/BL6 : Formation professionnelle et spécifiques	26 candidats sont inscrits au centre de formation de Mérahna dans le cadre de la formation professionnelle ; Les formations spécifiques seront retenues conjointement avec les directions techniques concernées.
A/R2/BL7 : Filière oliviers	Une liste des futures bénéficiaires a été arrêtée avec les membres du comité de l'APC ; Les travaux sont en cours.
A/R2/BL8 : Ouvertures de pistes	Le choix du fournisseur a été arrêté par la commission d'évaluation ; Les procédures d'acquisition de la niveleuse sont lancées.
A/R2/BL9 : Développement Micro-crédit et micro entreprise	L'expertise courte durée micro-crédit devrait permettre d'identifier les procédures de fonctionnement et les modalités d'attribution du micro crédit.
A/R2/BL10 : Réalisation des forages	Suite aux résultats de l'étude géophysique, la direction de l'hydraulique rejette le choix du site pour la réalisation du forage proposé par le projet ; La possibilité de réaliser le forage sur un autre site est en cours d'être étudié.
<b>Résultat 3 : Amélioration de la gestion des ressources naturelles</b>	
A/R3/BL1 : Sensibilisation à l'environnement	Un calendrier de travail sera arrêté avec la direction de l'environnement pour la réalisation de prospectus et la célébration d'une journée pour la sensibilisation à l'environnement
A/R3/BL2 : Etablissement d'un plan de préservation des zones humides	La DP propose au CCL de fusionner cette activité avec celle des potentiels des terroirs.
A/R3/BL3 : protection de bassins versants	Activité non engagée; tributaire de l'étude et formation de bassins versants
A/R3/BL4 : étude et formation protection de bassins versants	La DP propose de fusionner cette activité avec celles des potentiels des terroirs
A/R3/BL5 : étude de faisabilité de mobilisation des eaux de surfaces	La DP propose de fusionner cette activité avec celle des potentiels des terroirs
A/R3/BL6: Etude et réalisation d'ouvrages démonstratifs de retenue d'eau	Activité non engagée; Finalisation du cahier des charges pour la réalisation de l'APD pour la réalisation du lac de TABET EL ZITOUNA.
A/R3/BL7: Reboisement	Les travaux de reboisement sont entamés sur le canton de Sidi Fredj ; Un expert en lutte biologique a été dégagé ; Une deuxième visite sera organisée pour traiter l'infestation.
A/R3/BL2 : Traitement des eaux et des déchets	Activité non engagée

## 2.2 Analyse de la planification des activités :

2009	Planifié 2009	réalisé / écarts / raisons / incidence sur les résultats
<b>résultats / activités</b>		
<b>Résultat 1: Amélioration des services sociaux et communautaires</b>		
A/R1/BL1 : Formation à la planification locale de lutte contre la pauvreté	Démarrage trimestre 1	La formation s'est vue réalisée le premier trimestre 2009
A/R1/BL1. Etablissement d'un plan de développement et de lutte contre la pauvreté	Démarrage trimestre 3	Vu le budget faible alloué au recrutement de l'expert en développement : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le recrutement n'a pas pu se faire ;</li> <li>• par conséquent le PCDLP n'a pas pu se réaliser</li> </ul>
A/R1/BL1 : Formation en genre et développement	Démarrage trimestre 3	La consultation a été lancée et déclarée infructueuse.
A/R1/BL2. Amélioration du transport scolaire	Démarrage trimestre 2	La commande pour l'acquisition du minibus a été faite en 2008, vu la non disponibilité du modèle retenu par la commission d'évaluation, la commande n'a été passé que le trimestre 2, 2009.
A/R1/BL3 : Amélioration de l'accompagnement scolaire (Formation+équipement )	Démarrage Trimestre 3	des équipements ont été acquis en 2008 ; La sécurisation des salles pour la réception des équipements a été faite par les autorités locales ; La distribution a été réalisée le jour de la rentrée scolaire ; Les monitrices ont pris leurs fonctions dès la distribution
A/R1/BL4 : Amélioration de l'accès aux soins de santé	Démarrage trimestre 3	Le premier avis d'appel d'offre pour l'acquisition d'un clinomobile a été déclaré infructueux ; Un deuxième avis d'appel d'offre a été relancé le trimestre 3 ; Une augmentation de budget a été demandée et validée par le CCL du juillet 2009
A/R1/BL5 : Equipements complémentaire MJ	Démarrage trimestre 2	Des équipements de musiques ont été acquis d'autres en cours de livraison.
A/R1/BL6 : Amélioration de l'accès à l'énergie	Démarrage trimestre 2	Le non disponibilité du camion avec charge utile de 5 tonnes a induit des retards dans le lancement des procédures d'acquisition.
A/R1/BL7 : Alphabétisation et scolarisation	Démarrage trimestre 2	Cette activité a été déblocquée avec le recrutement du gestionnaire de l'enseignement à distance. Les candidats sont inscrits à temps.
A/R1/BL8 : Edification, équipement et gestion de CDC à El Borj et Ouled Abbes	Démarrage trimestre 4	Le démarrage du chantier est tributaire de l'autorisation du permis de construire.
A/R1/BL9 : Amélioration de la		La lenteur des procédures de préalable et de

gestion des pistes communales		definitive font que le tractopelle n'est pas encore livré.
A/R1/BL10 : Amélioration de l'adduction de l'eau potable	Démarrage Trimestre 3	Le premier avis d'appel d'offre a été déclaré infructueux, un deuxième avis d'appel d'offre a été relancé
A/R1/BL11 : Communication, information et vulgarisation	Démarrage Trimestre 3	Les termes de références ont été revus pour le recrutement de l'expert en communication
<b>Résultat 2 : Diminution du sous-emploi</b>		
A/R2/BL1 : Formations et encadrement micro-crédit et micro entreprises		L'appel d'offre pour la formation et encadrement du microcrédit se fera suite aux termes de référence qui seront présentées par l'appui continu.
A/R2/BL2 : Etude de potentiel des terroirs	Démarrage trimestre 3	L'activité a été prévue pour le 3ème trimestre 2009, cependant l'avis de consultation n'avait pas abouti;
A/R2/BL3 : Vulgarisation, démonstration et appui en agriculture	Démarrage trimestre 1	Cette activité est en cours depuis Août 2008, elle est et elle sera en continue vu l'importance de l'appui technique pour cette région.
A/R2/BL4 : Formation professionnelle et spécifique.	Démarrage trimestre 4	Cette activité a démarrée avec la rentrée scolaire des centres de formation.
A/R2/BL5 : Filière oliviers	Démarrage trimestre 4	Les plantations dans cette région semi-aride obéissent à un calendrier qui fait que cette activité a démarré en novembre 2009.
A/R2/BL6 : Ouverture de pistes	Démarrage trimestre 4	Les procédures d'acquisition sont lancées
A/R2/BL7 : Développement micro-crédit et micro entreprise		Cette activité sera lancée suite à la formation microcrédit.
A/R2/BL8 : Réalisation des forages	Démarrage trimestre 3	Cette activité n'a pas abouti suites aux résultats de l'étude géophysique.
<b>Résultat 3 : Amélioration de la gestion des ressources naturelles</b>		
A/R3/BL1 : Sensibilisation à l'environnement	Démarrage trimestre 1	Un travail de sensibilisation a été réalisé auprès des élèves du primaires et des agriculteurs le 1 er trimestre 2009 ; Un plan d'activité pour 2010 sera arrêté avec la direction de l'environnement.
A/R3/BL2 : Etablissement d'un plan de préservation des zones humides		Pas de démarrage effectif de cette activité.
A/R3/BL3 : Formation et protection de bassin versant		Pas de démarrage.
A/R3/BL4 : Etude et réalisation d'ouvrages démonstratifs de retenue d'eau	Démarrage trimestre 3	Retard dans le traitement et la validation du CSC règle pour la réalisation de l'APD.
A/R3/BL5 : Reboisements	Démarrage trimestre 4	Des travaux de reboisement ont été lancés en octobre 2009
A/R3/BL6 : Traitement des eaux et des déchets		Pas de démarrage pour cette activité

### 3 Bilan des finances

Tableau : Récapitulatif des dépenses

budget (*)	dépenses au 30/11/09 (en €)	budget (en €)	% dépensé
régie	197 321 €	1 195 291 €	17%
cogestion	494 760 €	3 693 286 €	13%
total	692 081 €	4 888 577 €	14%

Le faible taux des dépenses est du essentiellement au non aboutissement des appels d'offres. Les infrastructures sont dues essentiellement aux budgets limités alloués à ces marchés dans le DTF.

## 4 SUIVI DES INDICATEURS

### 4.1 Objectif spécifique et résultats : les indicateurs

Les indicateurs ont été revus par l'appui continu et la DP, vu que La plupart de ces indicateurs sont imprécis.  
On rappelle que ces indicateurs ne sont pas encore finalisés.

#	Définition du CCL	Pertinence	Suite à donner
OS			
OS-I1	Un PCDLP existe, est réalisé et réactualisé périodiquement et cible particulièrement les couches pauvres	Un document n'assure en rien la diminution de la pauvreté et de l'exclusion. Indicateur d'activité.	Abandon
OS-I2	Les activités engagées par le programme bénéficient surtout aux ménages pauvres	Critère d'évaluation du ciblage des activités	À garder au niveau activités
OS-I3	Le taux d'utilisation des services sociaux et communautaires est augmenté et la satisfaction des clients est améliorée	Début d'indicateur de résultat 1	À revoir au niveau R1
OS-I4	Le sous-emploi et la sous-occupation diminue de 30% à la fin du programme	Début d'indicateur de résultat 2	À revoir au niveau R2
OS-I5	La gestion des ressources naturelles est améliorée et les pratiques de culture et d'élevage sont mieux adaptées	Début d'indicateur de résultat 3	À revoir au niveau R3
R1			
R1-I1	Taux de réalisation des initiatives sociales et communautaires programmées dans le PCDLP	Début d'indicateur d'activités liées au R1	Abandon
R1-I2	Le ramassage scolaire est organisé et résulte dans une augmentation du taux de scolarisation des filles et garçons avec 20%.	Début d'indicateur multiple mélangeant les niveaux activités et résultats	Abandon
R1-I3	Nombre de personnes transportées en moyenne Le taux de déperdition entre le primaire et le BEF et le BAC est diminué de 30 et 15%. La scolarisation des filles et garçons est augmentée de 20%.	Début d'indicateur multiple	À revoir
R1-I4	Le taux de fréquentation des services de santé pour suivi prénatal et le taux de mortalité infantile diminue.	Début d'indicateur. Formulation éronnée (« diminue » au lieu « d'augmenter »)	À revoir
R1-I5	La qualité d'éducation pédagogique et du transport scolaire est améliorée	Début d'indicateur multiple. Le projet ne travaille pas la pédagogie.	Abandon
R1-I6	La livraison de gaz par camion est fonctionnelle Nombre de foyers alimentés	Début d'indicateur multiple mélangeant les niveaux activités et résultats	À revoir
R1-I7	L'alphabétisation de 15000 femmes est réalisée. L'enseignement à distance bénéficie à 600 filles.	Début d'indicateur multiple erroné (15 000) mélangeant les niveaux activités et résultats	À revoir et remplacer aux niveaux adéquats
R1-I8	Des CDC sont opérationnels et utilisés dans 2 localités.	Début d'indicateur mélangeant les niveaux activités et résultats	À revoir et remplacer aux niveaux adéquats

#	Définition du CCL	Pertinence	Suite à donner
R1-I9	Un dispositif de gestion de l'entretien des chemins communaux et pistes existe.	Début d'indicateur d'hypothèse	Abandon
R1-II0	Un service continu est disponible aux bornes fontaines publiques	Début d'indicateur d'hypothèse	Abandon
R1-II1	Le matériel pour exécuter les différentes activités d'information et de vulgarisation existe. Nombre d'activités d'information et de vulgarisation réalisés		Abandon
R2			
R2-I1	Les 2 encadreurs/micro-crédit sont recrutés et fonctionnels	Indicateur d'avancement d'activités	Abandon
R2-I2	L'étude du potentiel de mise en valeur du milieu est réalisée Le taux d'exécution de cette étude	Début d'indicateur multiple d'avancement d'activités	Abandon
R2-I3	Taux et fréquence de visites des parcelles de démonstration et d'adoption d'itinéraires d'élevage plus intensives. Liste du matériel de vulgarisation acquis et en bon état de fonctionnement Nombre de parcelles de démonstration chez les producteurs et résultats technico-économiques de ces parcelles. Nombre d'agriculteurs concernés par les visites mensuelles inter-producteurs. Etat des mesures et analyses du sol et de l'eau réalisées par les vulgarisateurs Nombre et surface de concessions romaines attribuées, et création de 200 emplois saisonniers annuels	Début d'indicateur multiple d'avancement d'activités, et de résultats	Abandon
R2-I4	400 formations qualifiantes pour les métiers liés à l'urbanisme permettant d'augmenter de 30% l'employabilité et la rémunération.	Début d'indicateur multiple d'avancement d'activités	Abandon
R2-I5	Surfaces de nouvelles plantations d'oliviers, d'arbres fruitiers et fourragères plantés.	Début d'indicateur multiple d'avancement d'activités et peut être de résultat	Abandon
R2-I6	Nombre et taux d'emplois liés à ces activités L'entretien de pistes agricoles Nombre de personnes employées par la filière Nombre de Km de nouvelles» pistes et de pistes entretenues	Début d'indicateur multiple d'avancement d'activités et peut être de résultat	Abandon
R2-I7	Formation en faveur de la création de 50 micro entreprises agricoles et non agricoles Nombre de micro entreprises créées Nombre d'emplois créés en amont et en aval.	Début d'indicateur multiple d'avancement d'activités et de résultat	A revoir
R3			
R3-I1	Réalisation et diffusion de modules de sensibilisation	Début d'indicateur d'avancement d'activités	Abandon
R3-I2	Un plan de préservation des zones humides est établi et mis en œuvre.	Début d'indicateur d'avancement d'activités	Abandon
R3-I3	La formation en protection de bassins versants est réalisée. Nombre de personnes formées Le plan d'aménagement et de protection du bassin versant de Sidi Fredj.	Début d'indicateur multiple d'avancement d'activités et de résultat	A revoir
R3-I4	L'application des mesures de protection : évolution du taux d'application des pratiques culturales et d'élevage en conformité avec le plan et évolution du taux de surpâturage Réalisation de l'étude de mobilisation des eaux de surface de la commune et évolution du taux de	Début d'indicateur multiple d'avancement d'activités	Abandon

#	Définition du CCI	Pertinence	Suite à donner
	mobilisation. Réalisation d'une réhabilitation d'un ouvrage et de lacs collinaires de démonstration		
R3-I5	Le spécialiste en développement rural est recruté l'évolution de la surface de reboisement, de plantations arboricoles, et de travaux de DRS.	Début d'indicateur multiple d'avancement d'activités et de résultat	A revoir
R3-I6	Réalisation de l'étude de traitement des eaux usées et des déchets solides à Sidi Fredj. Réalisation d'un dispositif expérimental de traitement des eaux usées à Sidi Fredj.	Début d'indicateur multiple d'avancement d'activités	Abandon

Tableau provisoire des groupes d'indicateurs pour OS, R1, R2, R3

« Résultats » <sup>(1)</sup>	# Niveau de diff. <sup>(2)</sup> <sup>(3)</sup>	IOV (Intitulé)	Description	Utilisation	Fréquence de suivi	Valeurs cibles			SdV	Instrument de collecte	Resp. <sup>(4)</sup> Col. An. Dif. Cont.
						Réf. (année) <sup>(5)</sup>	2009	2013			
<b>OS : la pauvreté et l'exclusion diminuée dans la commune de Sidi Fredj</b>											
« pauvreté »	***	Indicateurs de type OMD	Valeurs de certains indicateurs OMD: - Taux d'activité population > 15 ans - Taux insuffisance pondérale chez < 5 ans - Taux net de scolarisation ou préscolaire (4-5 ans) - Taux de scolarisation dans le primaire (6-11 ans) - Taux net de scolarisation dans l'enseignement secondaire collégial (12-14 ans) - Taux d'alphabétisation (15-24 ans) - Rapport filles/garçons enseignement primaire et secondaire - Taux de femmes parmi chômeurs - Taux de mortalité des enfants (<60 mois) - Taux de mortalité infantile (<12 mois) - Taux de mortalité maternelle - Taux d'accouchements assistés par personnel qualifié		Fin de projet	PDL MICS (UNICE F) Rapport OMD Algérie	NA				
« exclusion »	**	Exclusion des Femmes	Participation des femmes dans les décisions économiques Taux de filles scolarisées (enseignements secondaire et supérieur)								
<b>R1 : les services sociaux et communautaires sont améliorés</b>											

<sup>1</sup> Tout ou partie d'un objectif ou résultat que l'indicateur qualifie et quantifie.

<sup>2</sup> Un numéro sera affecté à chaque indicateur finalisé.

<sup>3</sup> \* = Indicateur facilement accessible; \*\* indicateur nécessitant une expertise interne additionnelle (collecte et/ou analyse); \*\*\* indicateur nécessitant une expertise externe additionnelle (collecte et/ou analyse).

<sup>4</sup> Col. = Collecte; An. = Analyse; Dif. = Diffusion ; Cont. = Contrôle ; EXT = externe

<sup>5</sup> ND = Non disponible ; NA = Non Applicable ; AD : A Déterminer

« Résultats » (1)	# Niveau de diff. (2)(3)	IOV (Intitulé)	Description	Utilisation	Fréquence de suivi	Valeurs cibles			SdV	Instrument de collecte	Resp. (4) Col. An. Dif. Cont.
						Réf. (année) (5)	2009	2013			
« Services sociaux »	**	Education :	- Population additionnelle bénéficiant d'un accès aux lieux scolaires - Nombre et qualité des équipements apportés par le projet - d'un encadrement hors curriculum								
	*	Alphabétisation et enseignement à distance	- Population additionnelle (par genre) ayant été alphabétisée - Population additionnelle bénéficiant de l'enseignement à distance								
	*	Santé	-								
	*	Energie	- Population additionnelle ayant un accès au gaz (via camion)								
« Services communautaires »	**	Enclavement	- Population additionnelle bénéficiant de communication (pistes) partiellement et constamment utilisables							Fiche de projet	
	*	Eau	- Population additionnelle ayant un accès à l'eau potable								
	**	Culture	- Qualité des services additionnels offerts - Quantité et qualité de la population ayant un accès accru aux services culturels								
	**	CDC	- Population additionnelle bénéficiant d'un lieu d'échange - Quantité et qualité de la population ayant au lieu d'échange								
<b>R2 : le sous emploi diminue</b>											
« sous emploi »	***	Amélioration des revenus existants	- Par secteur ciblé par le projet (productions végétales, animales, artisanat, services etc.)								
	***	Création d'emplois temporaires	- Par secteur ciblé par le projet (productions végétales, animales, artisanat, services etc.)								
		Création d'emplois pérennes	- Par secteur ciblé par le projet (productions végétales, animales, artisanat, services etc.)								
			-								
			-								

« Résultats » (1)	# Niveau de diff. (2)(3)	IOV (Intitulé)	Description	Utilisation	Fréquence de suivi	Valeurs cibles			SdV	Instrument de collecte	Resp. (4) Col. An. Dif. Cont.
						Réf. (année) (5)	2009	2013			
<b>R3 : la gestion des ressources naturelles est améliorée</b>											
« ressources naturelles »	***	Sols	- Diminution du surpâturage - Diminution de l'érosion des sols - Fertilité des sols augmentée								
	*	Eau	- Nombre d'ouvrages hydrauliques améliorés								
	**	Eaux usées	- Qualité des eaux usées de Sidi Fredj -								
	***	Flore	- Stabilisation ou amélioration de la biodiversité floristique - Surfaces supplémentaires boisées (essences de qualité)								
	***	Faune	- Stabilisation ou amélioration de la biodiversité faunistique								

## 4.2 Risques et hypothèses - Difficultés

	indicateurs	risques et hypothèses - difficultés
<p>Objectif spécifique :</p>	<p>Un PCDLP existe, est réalisé et réactualisé périodiquement et cible particulièrement les couches pauvres</p> <p>Les activités engagées par le programme bénéficient surtout aux ménages pauvres. Le taux d'utilisation des services sociaux et communautaires est augmenté et la satisfaction des clients est améliorée</p> <p>Le sous emploi et la sous occupation diminue de 30% à la fin du programme. La gestion des ressources naturelles est améliorée et les pratiques de culture et d'élevage sont mieux adaptées</p>	<p>Les risques et hypothèses liés à ces indicateurs sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le plan mobilise les différents fonds PCD, PSD et Fonds spéciaux liés à ce résultat</li> <li>- Les acteurs adhèrent au principe</li> <li>- Les chefs de familles sont sensibilisés et adoptent cet objectif</li> <li>- un personnel spécifique est affecté à ce volet par la DE</li> <li>- Un personnel spécifique est affecté à ce volet par la DSP</li> <li>- Ces centres sont attractifs en termes de loisirs, culture et sociaux</li> <li>- Prise en charge ultérieure par une micro entreprise</li> <li>- Le gouvernement affecte les moyens prévus</li> <li>- Les femmes et filles concernées adhèrent au programme.</li> <li>- Existence des centres, taux de fréquentation, registres des centres tenus par gestionnaire, rapports CDP</li> <li>- Les moyens budgétaires de l'APC sont maintenus ou augmentés</li> <li>- L'APC a la volonté de maintenir un service minimum de l'eau en faveur des vulnérables et des pauvres.</li> <li>- Comme la plupart des actions sera démarré en 2009, on ne peut pas encore appréhender les difficultés et les solutions possibles.</li> </ul>
<p>Résultat 1 :</p>	<p>Taux de réalisation des initiatives sociales et communautaires programmées dans le PCDLP</p> <p>Le ramassage scolaire est organisé et résulte dans une augmentation du taux de scolarisation des filles et garçons avec 20%.</p> <p>Nombre de personnes transportées en moyenne</p> <p>Le taux de déperdition entre le primaire et le BEF et le BAC est diminué de 30 et 15%.</p> <p>La scolarisation des filles et garçons est augmentée de 20%</p> <p>Le taux de fréquentation des services de santé pour suivi prénatal et le taux de mortalité infantile diminue</p> <p>La qualité d'éducation pédagogique et du transport scolaire est améliorée</p> <p>La livraison de gaz par camion est fonctionnelle</p> <p>Nombre de foyers alimentés</p> <p>L'alphabétisation de 15000 femmes est réalisée.</p> <p>L'enseignement a distance bénéficie à 600 filles.</p> <p>Des CDC sont opérationnels et utilisés dans 2 localités</p> <p>Un dispositif de gestion de l'entretien des chemins communaux et pistes existe</p> <p>Un service continu est disponible aux bornes fontaines publiques.</p> <p>Le matériel pour exécuter les différentes activités d'information et de vulgarisation existe.</p> <p>Nombre d'activités d'information et de vulgarisation réalisé.</p>	<p>Les risques et hypothèses liés à ces indicateurs sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les agents formés restent en poste durant le Programme</li> </ul>
<p>Résultat 2 :</p>	<p>Les 2 encadreurs micro-crédit sont recrutés et fonctionnels</p> <p>L'étude du potentiel de mise en valeur du milieu est réalisée</p>	<p>Les risques et hypothèses liés à ces indicateurs sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les agents formés restent en poste durant le Programme</li> </ul>

	<p>Le taux d'exécution de cette étude</p> <p>Taux et fréquence de visites des parcelles de démonstration et fréquence de visites des parcelles de démonstration et d'adoption d'itinéraires d'élevage plus intensives.</p> <p>Liste du matériel de vulgarisation acquis et en bon état de fonctionnement</p> <p>Nombre de parcelles de démonstration chez les producteurs et résultats technico-économiques de ces parcelles.</p> <p>Nombre d'agriculteurs concernés par les visites mensuelles inter-producteurs.</p> <p>Etat des mesures et analyses du sol et de l'eau réalisées par les vulgarisateurs</p> <p>Nombre et surface de concessions romarins attribuées, et création de 200 emplois saisonniers annuels.</p> <p>400 formations qualifiantes pour les métiers liés à l'urbanisme permettant d'augmenter de 30% l'employabilité et la rémunération</p> <p>Surfaces de nouvelles plantations d'oliviers, d'arbres fruitiers et fourragères plantés.</p> <p>Nombre et taux d'emplois liés à ces activités.</p> <p>Nombre de petites sociétés faisant l'ouverture et l'entretien de pistes agricoles</p> <p>Nombre de personnes employées par la filière</p> <p>Nombre de km de nouvelles pistes et de pistes entretenues</p> <p>Formation en faveur de la création de 50 micro entreprises agricoles et non agricoles</p> <p>Nombre de micro entreprise créé</p> <p>Nombre d'emplois créés en amont et en aval.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- le PLCPDL intègre ces résultats des paysans leaders sont identifiés et collaborent au Programme</li> <li>- Les agriculteurs adhèrent aux nouvelles techniques et s'organisent dans les différentes filières</li> <li>- Les formations sont en rapport avec des activités économiquement rentables</li> <li>- Des fonds locaux poursuivent cette action</li> <li>- Des fonds locaux poursuivent cette action</li> <li>- Le suivi de la gestion des activités est assuré</li> </ul> <p>Pour le moment on peut évoquer la difficulté principale : maintenir les gens en place (ceci est un problème général).</p> <p>Certains agriculteurs leaders ont été identifiés et certains d'entre eux sont volontaires pour travailler en collaboration avec le projet. On voit une certaine volonté d'accepter des nouvelles techniques et ceci se passe plutôt mieux que prévu.</p> <p>Il va falloir cibler les formations selon les demandes de crédits.</p> <p>Pour le reste on ne peut pas s'exprimer.</p>
<p>Résultat 3 :</p>	<p>Un plan de préservation des zones humides est établi et mis en oeuvre</p> <p>La formation en protection de bassins versants est réalisée.</p> <p>Nombre de personnes formées</p> <p>Un plan d'aménagement du BV Sidi Fredj est établi et des mesures de DRS sont réalisées</p> <p>La mise en place de mesures de protection biologique des sols est effective : Des pratiques culturales et d'élevage plus adaptées à l'environnement et le taux de surpâturage est diminué</p> <p>Une étude sur la mobilisation des eaux de surface de la commune est effectuée</p> <p>Un barrage à réhabiliter et un ou deux ouvrages de lacs collinaires réalisés</p> <p>De nouveaux reboisements, plantations et</p>	<p>Les risques et hypothèses liés à ces indicateurs sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les techniques de sensibilisation sont adaptées</li> <li>- Le plan est intégré dans le PDLCL</li> <li>- Les propriétaires fonciers adhèrent au Plan d'aménagement</li> <li>- Des fonds locaux appuient les travaux d'exécution</li> <li>- Le plan de développement intègre cette activité</li> <li>- Des fonds locaux appuient la prise en charge des travaux d'exécution</li> <li>- LAPC, concède son équipement pour organiser l'activité de collecte à El Bordj</li> </ul> <p>- La pertinence de ces risques et hypothèses ne peut être évaluée à fin 2008.</p>

	<p>travaux de DRS sont entrepris</p> <p>Réalisation de l'étude de traitement des eaux usées et des déchets solides à Sidi Fredj.</p> <p>Réalisation d'un dispositif expérimental de traitement des eaux usées à Sidi Fredj.</p>	
--	---	--

Les risques et hypothèses sont également à revoir lors de la révision des indicateurs.

## 5 APPRECIATION DES CRITERES DE SUIVI

### 5.1 Efficience

#### Respect du timing pour les résultats

##### Les activités sont-elles exécutées à temps ?

- Les activités prévues dans le POA2 s'exécutent lentement. Cette lenteur vient principalement des procédures des appels d'offres.
- Les budgets injectés dans le DTF sont insuffisants pour la plus part des marchés, ce qui fait que les marchés se déclarent infructueux.
- S'ajoute à ces budgets, la diversification des activités à lancer (sur le plan technique). Ce qui demande beaucoup de travail de la part de la DP qui est en priorité sous équipée en ressources humaines.
- L'absence d'une base de données (pédologiques, climatiques, socioéconomiques) pousse la DP à dépenser beaucoup de temps et d'énergie pour collecter ces données avant de lancer les activités.
- L'absence des animateurs de développement, fait que toute la DP est mobilisée pour le travail d'enquête et de sensibilisation.

##### L'atteinte des résultats est-elle compromise par un éventuel retard ?

L'atteinte totale des résultats n'est pas compromise, mais le retard pourrait nécessiter une durée plus longue d'exécution et imposer une éventuelle prolongation de la validité de la Convention Spécifique.

#### Moyens engagés dans l'exécution des activités

Les moyens peuvent-ils être affectés de manière plus optimale ?

Le projet met tout en œuvre pour que les moyens du projet sont engagés de manière optimale et pour qu'ils concourent tous à la bonne réalisation de l'objectif spécifique.

Quelle est la qualité des activités ?

La qualité des activités est en amélioration et aussi satisfaisante.

#### Le modèle organisationnel du projet est-il jugé positif ?

Le modèle organisationnel du projet n'est pas complètement fixé pour le moment. Les adaptations qui vont d'une exécution directe vers une exécution avec et à travers les directions techniques de la wilaya sont jugées positives par toutes les parties.

Les activités peuvent-elles être exécutées de manière plus optimale ?

Les retards actuels incombent à la DP et surtout l'environnement du projet. Le DTF ne tient pas compte ni des démarches administratives, ni du système local des appels d'offres, et de l'influence de ces facteurs sur l'exécution. D'autre part le retard entre la formulation et le démarrage réel avec l'acceptation du rapport de démarrage, implique que plusieurs données ont changé et que le projet doit s'adapter aux changements apparus.

Le changement de la conception du projet, après une concertation avec tous les acteurs concernés, favorise le retard, mais favorisera l'appropriation et est probablement le seul moyen pour obtenir un espoir de durabilité.

Aucune perte de temps injustifiée en relation avec la Direction de Projet et aucun engagement financier inutile n'est à noter.

Taux de réalisation des indicateurs des résultats

Quel est le taux de réalisation des indicateurs des résultats ?

Le taux de réalisation des indicateurs est pour le moment difficile à juger, car un des objectifs est d'adapter les indicateurs, dont certains sont pour le moment peu objectivement vérifiables.

L'appui continu se penche sur ces indicateurs avec la DP. Un premier travail a été fait est présenté ci-dessus.

Les activités contribuent-elles à la réalisation des résultats planifiés ?

Théoriquement oui, mais pour le moment il est trop tôt pour répondre sur ceci.

L'efficience du projet peut-elle être améliorée et, si oui, comment ?

Les problèmes de retard de démarrage, ont engendré des changements au niveau de la situation sur le terrain.

Il est évident que l'analyse point par point de la situation prend du temps et que les ajustements qui suivent donnent au moins au début une vision de faible efficience à l'exécution ;

Il est donc trop tôt pour répondre définitivement sur cette question.

Ces ajustements possibles se situent parfois en amont de la phase d'exécution, il est donc parfois difficile d'appliquer des mesures de correction.

La Direction du Projet propose de revoir les budgets pour certaines activités, de fusionner les activités complémentaires et subordonnées.

## 5.2 Efficacité

Taux de réalisation des indicateurs de l'objectif spécifique

Quelle est la réalisation des indicateurs de l'objectif spécifique ?

La réalisation des indicateurs de l'objectif spécifique à fin 2009 est très faible. Elle est directement influencée par le non aboutissement des activités lancées du projet. Les faibles budgets arrêtés par le DTF, le départ du responsable du projet, et le sous équipement de la DP en ressources humaine expliquent en grande partie cette faiblesse d'efficacité.

Les résultats contribuent-ils à l'objectif spécifique ?

Oui, dans leur totalité.

L'efficacité du projet peut-elle être améliorée et, si oui, comment ?

Le projet pourrait avoir une meilleure efficacité avec le regroupement des activités complémentaires et subordonnées, et la révision des budgets.

L'appui de l'APC et de la daïra est un second facteur d'amélioration possible.

Les directions techniques (hydraulique, forêts) collaborent très bien. D'autres sont un peu plus hésitantes (DSA par exemple), mais une amélioration est en cours ;

Le personnel du projet a démarré sans formation, ce qui n'est pas favorable pour l'efficacité.

**Autres facteurs ayant une incidence sur l'objectif spécifique**

**Les facteurs externes influencent-ils l'objectif spécifique ?**

Les directions techniques de la wilaya, l'APC et la daïra sont des facteurs importants. De leur collaboration et de la bonne cohésion des membres du Comité de Pilotage dépendra une grande partie de l'atteinte de l'objectif spécifique.

La réalisation d'un PDL qui s'inscrit dans le nouveau plan quinquennal et l'adhésion de la population des mechtas au PDL est un autre facteur très important.

**Y a-t-il des effets secondaires positifs ou négatifs ?**

Il est encore très tôt pour en juger.

**Satisfaction des groupes cibles quant aux résultats**

Il semble y avoir un effet positif suite aux distributions des équipements scolaires et les différentes acquisitions en cours.

**Quelle est la nature des groupes cibles concernés ?**

Le personnel technique des directions techniques de la wilaya et de la daïra.

La population à travers les améliorations de la qualité de la vie et du développement créé par le microcrédit.

**Les groupes cibles ont-ils accès aux résultats produits ?**

Les résultats atteints par le projet à fin 2009 ne permettent pas encore un accès par les groupes cibles, sauf quelques exceptions (élèves du primaire, quelques bénéficiaires des démonstrations)

**Se servent-ils de ces résultats ?**

C'est encore trop tôt pour juger ceci.

**Le projet répond-il à leurs problèmes et priorités ?**

Pour certains oui et pour d'autres pas encore.

En absence du PDL, c'est encore trop tôt pour juger ceci.

### 5.3 Durabilité

Les éléments suivants entrent en ligne de compte lors de l'évaluation de la durabilité :

#### Les processus de développement lancés par le projet

Des processus de développement ont-ils été entamés dans l'un des domaines suivants ? (politique, culturel, social, économique, technique, organisationnel ou au niveau du cadre institutionnel) ?

Un processus est en cours en matière technique, quoique encore limité. La préparation du PDL va permettre d'aller plus sur le terrain.

Pour les autres aspects c'est encore trop tôt.

Le projet a-t-il été intégré à des institutions locales ?

Oui, mais il faut tenir compte que s'intégrer dans les services du ministère de l'Intérieur est difficile et lent pour un projet dépendant du ministère de la Solidarité.

Existe-t-il un plan d'intégration du projet à l'instance partenaire ?

Il n'y a pas un plan pour le moment, seulement des rapprochements.

#### Responsabilités des partenaires

L'instance partenaire participe-t-elle à la mise en œuvre ?

Oui.

Prend-elle des mesures pour reprendre le projet ?

Elle s'approprie assez bien ce projet depuis son démarrage.

Les partenaires respectent-ils leurs engagements ?

Oui.

#### Conditions de durabilité

Des moyens sont-ils disponibles pour poursuivre le projet une fois celui-ci clôturé ?

Si le volet micro-crédit réussit, il y aura des moyens pour continuer. Ceci est encore loin.

Une formation institutionnelle est-elle prévue pour l'instance partenaire?

Pas vraiment.

Un renforcement des capacités est-il en cours ?

Oui, à travers les différentes formations réalisées pour le PDL et d'autres prévues par le DTF

**Modalités du projet**

**Le projet est-il lié à des conditions imposées par le donateur ?**

Oui. La cogestion.

**Le principe de l'aide déliée est-il respecté ?**

Oui.

**Les modalités d'exécution sont-elles favorables à la durabilité ?**

Oui. Les modalités de cogestion sont tout à fait appropriées car elles privilégient l'appropriation, l'un des ingrédients indispensables à la capacité des institutions à se développer, à la durabilité. L'exécution du projet avec et à travers les directions techniques de la wilaya est un autre fait favorable à la durabilité.

**La modalité d'aide est-elle favorable à la durabilité ?**

Oui.

## 6 MESURES ET RECOMMANDATIONS

### 6.1 Synthèse des critères d'appréciation

#### **Efficience**

Les partenaires principaux concourent tous à la bonne réalisation de l'objectif spécifique, à travers les activités de haute qualité. Des retards importants avant le démarrage, pendant l'exécution des activités sont cependant enregistrés. Pour le moment ils ne compromettent pas l'atteinte des résultats dans le cadre des délais actuels de validité de la Convention Spécifique. Tout dépendra du rythme d'exécution en 2010 et si on va arriver à mettre en place le PCDLP en début de 2010.

Il est important de souligner que la DP est fortement engagé dans l'atteinte totale des résultats, ultérieurement elle doit prendre un peu plus de temps pour lier l'atteinte des résultats à l'atteinte des objectifs spécifiques.

#### **Efficacité**

Les résultats atteints par le projet à fin 2009 ne permettent pas encore un jugement à travers les groupes cibles, la réalisation des indicateurs étant encore trop faible et la plupart des activités à ce sujet n'ont pas aboutis. est prévu pour 2009.

Elle est directement influencée par la réussite de la mise en place du PDCLP. Cependant, les premiers résultats obtenus par la prestation de coopération contribuent à la réalisation de l'objectif global et de l'objectif spécifique. Leur qualité est satisfaisante et permet de poursuivre les opérations.

#### **Durabilité**

Les modalités de gestion de la prestation (cogestion) sont tout à fait appropriées car elles privilégient l'appropriation, l'un des ingrédients indispensables à la capacité des institutions à se développer, à la durabilité. Le projet est en train de s'intégrer dans le milieu local et certaines directions techniques participant déjà pleinement à l'implantation du projet, et planifie la mise en œuvre effective des activités.

## 6.2 Recommandations

### **Efficience**

Des décaissements plus importants pourront se faire à condition de fusionner les activités et revisiter les budgets afin d'éviter les infructuosités.

Pour pallier à l'absence, physique, du responsable du projet, le nouveau DAS doit se développer et prendre plus d'espace au niveau du suivi journalier.

Outre, l'appui continu à la DP doit permettre de débloquer les activités non engagées.

### **Efficacité**

Les retards étant imputables en majorité à des raisons indépendantes de la Direction du Projet, il est clair que le Comité de partenaires doit maintenant jouer pleinement son rôle ensemble avec la DP, la daira et l'APC et que des réunions régulières doivent permettre de préparer les solutions à proposer au CTS et au CCL.

Le projet ayant bénéficié de l'appui continu doit profiter des recommandations pour améliorer son efficacité.

Des propositions pertinentes d'amélioration viendront plus particulièrement lors de la mise en place du PCDLP.

### **Durabilité**

Il est recommandé de continuer à favoriser le processus d'appropriation en cours et des actions inhérentes.

## 7 Nouveau planning 2010

### 7.1 Commentaires relatifs à la planification

Dans une démarche cohérente, la planification des activités du projet pour la troisième année est avant tout une continuation des activités prévues déjà dans le POA 2. Il tient compte des retards et essaye de rattraper certains.

### 7.2 Présentation du POA3 :

Le plan opérationnel de la troisième année est formulé sur la base du DTF, le rapport de démarrage, les recommandations des comités du CTS du 10/02/2009 et 01/06/2009, du CCL du 19/07/2009 et des réunions du travail du 27/09/2009 et du 17/11/2009.

Le POA3 retrace toutes les actions à entreprendre telles qu'elles sont définies dans le chronogramme. Sa présentation sous forme de tableau du MS PROJECT, permet de voir les lignes budgétaires, les résultats et la durée estimée de chaque action.

#### La durée du POA3 :

Le plan opérationnel annuel 3, identifiera et retracera les activités allant du mois de janvier 2010 jusqu' à la fin du mois de décembre 2010.

#### Le budget total du POA3 :

Le montant global du budget à mobiliser pour couvrir le plan opérationnel de la troisième année est détaillé en annexe1. Les détails budgétaires du POA3 sont explicités ci-dessous. Le détail des activités et le chronogramme de ce POA3 sont présentés en annexe 2.

### 7.2.1 Les activités à réaliser en 2010

Comme les activités prévues dans le POA2 ne sont pas toutes terminées et certaines d'ailleurs non entamées, le POA3 comprendra donc ces activités en cours ou encore à démarrer en plus des nouvelles activités. Il s'agit d'une prolongation du POA2.

### 7.2.2 Installation de la direction du programme :

Après l'installation de la direction du programme dans les locaux qui étaient mis à sa disposition par les autorités locales, le CCL du 06/07/2008 a autorisé des travaux supplémentaires pour l'aménagement d'une salle de réunion pour un montant de 3000€. La direction du programme avec l'accord du CTS du 22/11/2008 a réalisé les travaux suivants :

- Une loge pour les gardiens
- Un réaménagement pour la création d'un bureau pour la secrétaire
- Le branchement en gaz de ville au siège de Merahna et de l'eau potable au siège du Sidi Fredj.

Ces différents petits travaux sont réalisés sur le budget de fonctionnement (Z.03.04). Cependant,

- L'aménagement des abords du bureau a été réalisé par les autorités locales ;
- Reste cependant les travaux d'étanchéités à faire dans le bureau de Sidi Fredj et qui sont estimés à 3000€.

Tableau 1 : Budget aménagement bureaux :

Ligne budgétaire	Désignation	B. consommé en 1+2	budget POA3	Budget Total	différence
Z03.04	Aménagement et équipement de la salle de réunion	3 000 €	0 €	3 000 €	0€
Z03.04	Aménagement d'une loge pour les gardiens	1 115€	0€	1 200	85€
Z03.04	Branchement en gaz de ville	0€	1 200€	2 500€	1 300€
Z03.04	acquisition de chauffage	0€	1 700€	1 700€	0€
Z03.04	Travaux d'étanchéité au local de Sid Fredj	0€	3 000€	3 000€	0€

Les travaux de branchement en gaz et l'acquisition de chauffage seront pris sur la ligne Z.03-04 sans avoir recours à une autre ligne budgétaire.

### 7.2.3 Les équipements:

#### Equipements bureautiques et informatiques

Tout l'équipement nécessaire (bureautique et informatique) a été acquis. Le CCL du 06/07/2008 a accepté de réallouer ce budget pour le recrutement du personnel supplémentaire de deux gardiens et une femme de ménage (voir POA1, Tableau 21).

### 7.2.4 Missions d'appui à la direction du programme :

Nous distinguons les missions d'appui suivantes:

- les missions non définies ;
- les missions d'appui de la CTB
- les missions d'appui continu

### 7.2.5 Les missions non définies:

La direction du programme a bénéficié en février 2008 d'une mission d'appui de Mrt. Frisque pour la préparation du rapport de démarrage.

Deux autres mission d'appui de courte durée ont été réalisées, respectivement en juin et en décembre 2008, par Mr. Brandelard Patrick, Chargé de Programme senior au niveau de la CTB (Bruxelles) et ceci dans le cadre de ses missions en Algérie. Ces missions avaient pour objectif :

- La préparation du rapport d'exécution
- La clôture financière mensuelle
- Divers

Ces trois missions d'appui ont été prises en charges sur le montant « missions non définies » qui est de 66 250 € (voir rapport de démarrage et le POA 1). Le POA1 précise un budget de 12.475€ pour l'appui au démarrage et 9.898€ pour l'appui de la CTB à la DP.

Tableau n° 5 : Missions d'appui non définies à la direction du programme :

BUDG	Désignation	Budget selon DTF et rapport de démarrage et POA1	Budget Consommé	Budget POA3
Z01.08	Mission d'appui au démarrage (Mr. Frisque) + Mr Patrick Brandelard	66 250€	14 373€	0€
Z01.08	Missions d'appui Continu de conseil et de guidance à la direction du programme	64 750 €	400€	6 000€

D'autres missions d'appui, non définies pour le moment, pourront être développées au fur et à mesure des besoins. Le budget des missions de l'appui continu a été arrêté lors du POA 1 et validé par le CCL du 06/07/2008.

4 missions ont été menées par l'appui continu répondant à des termes de références établis par la Direction du Programme.

Une première mission pour l'année 2010 aura pour objectif de répondre à ces termes de référence :

- Etablir les termes de référence et le CSC pour le recrutement de l'expert en développement local et de lutte contre la pauvreté;
- Etablir les termes de référence et le CSC pour l'étude des potentiels des terroirs fusionnée avec des activités proposées ci-dessous ;
- Lancer le microcrédit;
- Revoir et valider les termes de référence pour l'expert en communication et approche participative.

### 7.2.6 Missions d'appui CTB et missions d'évaluation (Z.04.01)

Selon le DTF, le budget « missions de suivi de la CTB » couvre 3 missions, respectivement à la fin de la première année au cours de la troisième et de la cinquième année.

Le budget total prévu au niveau de ligne budgétaire Z04.01 est de 75 191 € dont 40.000 € pour des missions d'évaluation et 35.191 € pour des missions de suivi par la CTB (voir POA 1 et rapport de démarrage).

Tableau 6 : Missions de suivi CTB, évaluation et processus d'impact

BUDGET	Désignation	Budget selon DTF	Budget consommé 1+2	Budget POA3
Z04.01	Missions d'appui CTB et évaluation Missions d'évaluation	35 191€ 40 000 €	3 940,97 0 €	4 000€ 2 000€

Vu le coût faible de ces missions, une mission d'appui annuelle est possible.  
La direction du programme prévoit dans ce sens pour 2010 :

- Une mission suite à l'étude sur le microcrédit
- Une mission d'évaluation pourrait être prévue dès que PCDLP est complété, probablement début de deuxième semestre de l'année 2010.

### 7.2.7 Missions d'appui techniques spécifiques :

Les missions d'appui spécifiques sont présentées dans le tableau n°8

Tableau 7 : Missions d'appui spécifiques à la DP

BUDGET	Designation	Budget selon le rapport de démarrage	Budget consommé	Budget POA3
Z01.08	Consultant national en Câpre et soja	9 000	8 943,66	0
	Extension du contrat câpre et soja pour l'ardoculture et l'amélioration des parcours	9 000	4 471,83	0
	Consultant fertigation1	14 300	14 300	0
	Consultant fertigation 2	3 600	3 600	0
	Consultation techniques modernes en apiculture	9 750	0	9 750
	Consultant en technique de transhumance	6 000	0	6 000
	Consultant en élevage de basse cour	6 500	0	6 500
	Consultant en élevage familial, de basse cour et culture fourragère	9 000	0	0
	Consultant international en arboriculture intensif	13 000	0	13 000
	Consultant national en arboriculture intensif	9 000	0	0
	Consultant international en céréaliculture	13 000	0	13 000
	Consultant national en céréaliculture, production fourragère et cultures annuelles	9 000	0	0
	Consultant international en élevage	13 000	0	0
	Consultant national élevage	9 000	0	0
	Appui agriculture biologique nationale	12 000	0	0
	Expertise internationale agriculture biologique	9 100	0	0
	Mission internationale amélioration des parcours et ensemencement parcours	6 500	0	0
Mission d'appui nationale parcours	3 000	0	0	
Mission d'appui aux SIG	14 800	0	0	

## 7.2.8 Planification des activités au niveau des résultats :

Les réalisations du projet sont regroupées au niveau de trois résultats. Leur programmation dans le temps est présentée en annexe1. Cependant nous allons développer chaque activité en termes de budget et réalisation effective.

## 7.2.9 Résultat 1 : Les services sociaux et communautaires sont améliorés

L'amélioration des services sociaux et communautaires vise à utiliser au mieux les importantes infrastructures et équipements réalisés et programmés par l'Etat. Le projet vient en appui à travers :

- l'acquisition d'équipements complémentaires, pour lesquels la commune de SIDI FREDJ ne pourra pas supporter le coût, tels que : les bus scolaires pour le cycle primaire et secondaire, le(s) clinomobile(s), le camion pour le transport de gaz, adoucissement de l'eau, ...
  - l'appui technique dans différents domaines (éducation, santé, agriculture, forêt, ....)
  - la scolarisation des filles et les activités d'alphabétisation.
- Ce résultat ce décompose en plusieurs activités à savoir :

### R1.1 Plan de développement & de lutte contre la pauvreté :

Le projet procédera à l'élaboration du plan de développement et de lutte contre la pauvreté à travers la mise en place d'un plan communale de développement et de lutte contre la pauvreté.

Ce plan interviendra suite à une formation qui a été réalisée pour les partenaires locaux. Ci-dessous est le détail.

Ce plan de développement sera basé sur les résultats des enquêtes, ces enquêtes porteront sur des échantillons représentatifs des différents groupes socio économiques. Le CCL du 19/07/2009, précise que 3 enquêteurs seront engagés dans le cadre du PID.

L'exécution de ce plan se fera après son adoption en conformité avec le plan quinquennal 2009-2013.

### R1.1.4 La formation à la planification locale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion :

La formation à la planification locale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, principale composante de ce plan de développement a été, réalisé, dans les délais, par un bureau étranger « CRP consulting ». Cette formation étalée sur une durée de 23 jours s'est déroulée en 5 sessions portant sur les thèmes suivants :

- 1 ère session : allant du 21 / 02/2009 au 25 / 02/2009
- 2 ème session : allant du 28/02/2009 au 04/03/2009
- 3 ème session : allant du 14/03/2009 au 17/03/2009
- 4 ème session : allant du 22/ 03/2009 au 25/03/ 2009
- 5 ème session : allant du 18/04/2009 au 22/04/2009

Les thèmes ayant fait l'objet de la formation sont les suivant :

1. Lutte contre la pauvreté et approche de développement participatif ;
2. Approche du milieu et des moyens d'existence des ménages ;
3. Cycle de projet, cadre logique, liaison avec la situation et les objectifs du projet ;
4. Identification des groupes de pauvreté et mécanisme d'accompagnement pour le développement ;
5. Stratégie de développement et système d'indicateur de suivi et évaluation de projet.

Les participants à cette formation sont les représentants des principaux partenaires de ce projet (tels qu'ils sont définis dans le DTF).

Le budget formation en méthode de planification locale et de lutte contre la pauvreté est présenté en tableau 9.

Tableau 8 : Formation PDL

BUDGET	Désignation	Budget selon DTF	Budget consommé	Budget POA3	Différence
A01.01	Coût des indemnités pour 20 personnes et des frais de prise en charge des participants	23 700 €	7 776 €	0 €	924 €
A01.01	Expertise internationale/régionale	40 000 €	40 000 €	0 €	0 €

Etablissement d'un plan de développement et de lutte contre la pauvreté :

Proposition :

On retient pour l'établissement d'un plan de développement et de lutte contre la pauvreté

- le recrutement d'un expert national ou régional en développement local et de lutte contre la pauvreté, qui sera assisté par un expert international.

Cette proposition est faite dans le but d'établir un plan de développement plus élaboré et de faire profiter la région des expériences des autres pays.

Le complément du budget nécessaire à cette activité sera puisé du budget microcrédit et géré en cogestion.

BUDGET	Désignation	Budget selon DTF	Budget consommé	Budget POA3
Z01.04	Rémunération de l'expert en développement local et de lutte contre la pauvreté (8 mois X 6500€/mois)	52 000€	0 €	à déterminer après maturation des budgets
A01.01	Programmation communale participative - Frais d'enquêteurs (10) : 10*1,5 HM à 500 €/HM. - Frais de 6 ateliers : à 500 €/atelier.	10 500 €	0 €	8 100 €

**R.1.1.5. La formation genre :**

L'objectif de cette formation est de permettre aux bénéficiaires (membres de l'équipe en charge du PCDLP) d'acquérir un ensemble de savoir-faire et de savoir-être en vue d'améliorer leur pratiques d'analyse dans une perspective de genre afin d'en assurer l'intégration transversale au niveau de toutes les activités du programme.

Selon le DTF, une expertise en genre suivra la formation en planification locale et lutte contre la pauvreté.

Suite au retard de la formation qui était prévue fin 2008 dans le cadre du projet d'« Appui au Ministère Délégué Chargé de la Famille et la Condition Féminine (MDCFCF) », la direction du programme a lancé une consultation restreinte à travers l'ANEP pour la sélection d'un expert en analyse socio économique selon le genre conformément aux décisions du CTS de février 2009. La consultation pour sélection de l'expert genre a été déclarée infructueuse car aucune offre n'avait atteint le seuil de l'offre technique.

On note qu'un séminaire a été organisé par la CTB, au NIGER du 08/06/2009 au 16/06/2009; une représentante du Ministère partenaire du projet et une représentante de l'Agence de Développement Social, ont pris part à ce séminaire.

La nécessité d'un voyage d'étude dans un pays voisin (Tunisie, Maroc) comme spécifié dans le DTF sera analysée par l'expert genre.

La Direction du programme relancera le recrutement de l'expert genre dans les meilleurs délais.

Le budget formation en analyse socio économique selon l'approche genre est présenté ci-dessous dans le tableau 9.

- le recrutement d'un expert national (décision CTS du 10/02/2009) sera retenu.
- La formation genre ne sera pas prise en charge par l'expert genre.

Tableau 9 : Budget formation approche genre

BUDGET	Désignation	Budget selon DTF	Budget consommé	Budget POA3
A01.01.2	Expert approche genre	30 000€	0 €	15 000 €
A01.01.5	Formation en approche genre pour 10 personnes	6 000 €	0 €	6 000 €
A01.01.5	Voyage d'étude pour 5 personnes	0 €	0 €	4 000 €

**R1.2 Amélioration du transport scolaire :**

La proposition du Comité Technique de Suivi du 22/11/2008 était d'acquérir un minibus de 23 places au lieu de deux minibus de 14 places, vu l'état des routes qui est amélioré mais, aussi le budget limité réservé à cette activité. S'ajoute à ces deux points l'incapacité de faire le tour des 18 mechtas pour le ramassage scolaire. L'enquête réalisée par la direction du programme en collaboration avec la CDP auprès de 300 élèves des huit écoles qui parcourent un trajet d'une moyenne de 3 Km a permis de révéler que l'acquisition d'un bus de 23 places ne permet en aucun cas d'améliorer la situation, car il ne sera utile que pour 10% des élèves.

La DP a retenu l'acquisition d'un minibus de 23 places conformément à la décision du CCL du 14/03/2009.

Le budget de l'activité est présenté ci-dessous en tableau 11.

Tableau 10 : Budget Amélioration du transport scolaire

BUDGET	Désignation	Budget DTF	Budget consommé	Budget POA3	Difference
A01.02	Amélioration de transport Scolaire	30 000 €	20 000 €	1 200 €	8 800 €

Le projet a pris en charge le paiement du minibus, et prévoit le paiement de l'assurance tout risque pour l'année 2010.

On note un reliquat de 8.800€ qui peut être réallouer pour le financement d'une autre activité.

### R1.3 Amélioration de l'accompagnement scolaire :

Cette activité regroupe deux volets d'acquisitions.

Le premier volet concerne :

- l'acquisition des équipements scolaires informatiques et vidéo pour les 08 écoles
- l'acquisition des équipements de bibliothèque et ludothèque

Le deuxième volet composé d'un accompagnement pédagogique qui sera fait par des monitrices qui bénéficieront d'une formation Montessori.

La distribution des équipements scolaires a été faite le 14/09/2009. Des conventions ont été signées avec chaque école, précisant la responsabilité de chaque directeur vis à vis l'utilisation de cet équipement.

Les huit monitrices qui se chargeront de l'initiation à l'utilisation de cet équipement et ce dans le cadre de l'accompagnement scolaire sont installées dans chaque école.

Lors du comité de pilotage du 13/10/2009, la DP a exposé le problème que rencontrent ces monitrices pour accompagner les élèves, vu que le volume horaire des programmes scolaires ne laisse pas beaucoup de temps à ces monitrices d'intervenir.

Un programme d'accompagnement scolaire pour chaque niveau scolaire a été proposé à l'inspecteur de l'éducation, afin que le travail des monitrices sera encadré et inséré dans les programmes scolaires.

Un programme sera arrêté suite aux propositions de l'inspecteur de l'éducation de Merahna.

Le budget de l'activité est présenté ci-dessous en tableau 12.

Tableau 11 : Budget Amélioration de l'accompagnement scolaire

BUDGET	Désignation	Budget DTF	Budget consommé	Budg. POA3
A01.02	Equipements scolaires informatique et vidéo	48 000 €	45 196€	0 €
	Equipement bibliothèque et ludothèque	8 000 €	4 192€	0 €
	Formation Montessori	10 000 €	0	10 000 €
	Indemnités pour les huit monitrices	19 200 €	0	7 200 €

**R.1.4 Acquisition d'un clinomobile :**

C'est dans le souci de renforcer le système et la qualité de la couverture médicale et de la maternité, que l'acquisition d'un clinomobile pour la première année a été retenue lors du CCL du 19/07/2009.

L'avis d'appel d'offre pour l'acquisition d'un clinomobile a été déclaré infructueux car aucun fournisseur n'avait atteint le seuil de l'offre technique pour accéder à l'évaluation financière.

La DP à relancé un avis de consultation le 10/11/2009 en respectant le code des marchés publics. L'attribution du marché est en cours.

L'opération d'achat, d'entretien et les indemnités du personnel attachés de la DSP seront pris en charge par le Programme. Selon les moyens disponibles, et les besoins, la nécessité d'acquérir un autre clin mobile sera étudiée. Le budget de l'activité est présenté ci-dessous en tableau 13.

Tableau 13 : Budget Renforcement du système de couverture médicale

BUDGET	Désignation	Budget DTF	Budget consommé	Budget POA3
A01.04	Acquisition d'un clinomobile	160 000 €	0	10 000 €
	Indemnités de déplacement médecins (1)	19 200 €	0	2400 €
	Indemnités de déplacement Infirmières (2)	28 800 €	0	3600 €
	Indemnités de déplacement Chauffeurs (1)	9 600 €	0	1200 €
Z01.08	Mission d'Appui à la Santé	12 000 €	0	0 €

**R1.5 Equipements complémentaires de la maison des jeunes :**

La maison des jeunes de Sidi Fredj étant déjà bien équipée en matériel informatique, le programme a acquis un équipement complémentaire composé de matériel audio-visuel et musical en concertation entre la directrice de la maison des jeunes et la direction du programme. Cet équipement va permettre à première vue d'attirer plus de jeunes vers cette espace de formation et d'échange.

Le budget de l'activité est présenté ci-dessous en tableau 14.

Tableau 14 : Budget Equipement complémentaire de la maison des jeunes

BUDGET	Désignation	Budget DTF	Budget consommé	Budget POA3
A01.04	Acquisition d'équipement complémentaire de maison de jeune	10 000 €	2 284 €	5 354 €
	Acquisition d'équipement informatique et vidéo		0€	2 284€
	acquisition d'équipement de bibliothèque		0€	2 362€

Suite à la décision du CTS 01/06/2009, la DP a engagé l'acquisition des équipements de bibliothèque, informatique et audiovisuels.

**R1.6 Amélioration de l'accès à l'énergie :**

Le programme a lancé l'achat un camion avec une charge utile de 5 tonnes, équipé et conçu pour le transport de bombes de gaz butane.

L'identification d'une personne ou d'un groupe de personnes susceptibles de prendre en charge l'exploitation de cette activité par la création d'une micro-entreprise sera menée dès la réception du camion et le lancement de l'activité microcrédit.

Le budget de l'activité est présenté ci-dessous en tableau 15.

Tableau 15 : Budget Amélioration de l'accès à l'énergie

BUDGET	Designation	Budget DTF	Budget consommé	Budget POA3	différence
A01.06	Acquisition d'un camion équipé pour le transport de gaz de butane	25 000 €	17 703€	800€	6 497 €

La DP prévoit le paiement de l'assurance pour l'année 2010. La différence pourrait être réalloué pour une autre activité.

**R1.7 Edification et équipement du Centre de Développement Communautaire :**

Suite au CCL du 12/03/2009, adoptant la construction d'un seul CDC. L'entreprise de construction, retenue par la commission d'évaluation, s'est vue attribué son Ordre de Service pour entamer les travaux de construction le 11 /10/2009. Les travaux seront suivis par le bureau d'architecture et de génie civil avec la DP.

Le programme prévoit de prendre en charge la rémunération du gestionnaires durant 2,5 années.

Le budget de l'activité est présenté ci-dessous en tableau 16.

Tableau 16 : Budget Centre de Développement Communautaire

BUDGET	Designation	Budget DTF	Budget consommé	Budget POA3
A01.07	Edification d'un Centre de Développement Communautaire	100 000 €	0	60 000 €
	Equipments	50 000 €	0	
	Remuneration du gestionnaire	12 000 €	0	6 mois

On précise que dans le DTF, prévoit la construction de deux CDC pour un budget total de 200 000€. L'utilité de la construction de deux CDC a été remise en cause par les autorités locales, d'où la décision du CCL de 12/03/2009 de construire un seul CDC.

On propose dans ce cas de réallouer l'excédent vers les autres activités, entre autre, l'acquisition d'une niveleuse.

**R1.8 Amélioration de la gestion des voiries :**

On rappelle que Sid Fredj a bénéficié dans le cadre du programme des hauts plateaux d'un désenclavement non négligeable en terme de pistes communales, forestières et routes bitumées, et que les pistes programmées dans le cadre du projet ont été réalisées par le programme des hauts plateaux.

Suite à la décision du CTS du 01/06/2009, où les membres ont jugés du non utilité des formations proposées dans le DTF. Un tractopelle a été acquis pour un montant de 54000€ au lieu de 51500€ tout en restant dans l'enveloppe budgétaire de l'activité qui est à 61500€.

Le reliquat de 7500€ sera utilisé pour l'acquisition du petit équipement.

Le budget de l'activité est présenté ci-dessous en tableau 17.

Tableau 16 : Budget Amélioration gestion des voiries

BUDGET	Désignation	Budget DTF	Budget consommé	Budget POA3
A01.08	Mission d'appui à l'APC, gestion des voiries, spécialiste national	10 000 €	2 500	7 500 €
	Acquisition de matériel d'entretien (tracteur, tractopelle, outillage divers...)	51 500€	54 000 €	0 €

**R1.9 Amélioration de la gestion de l'adduction d'eau :**

Vu la salinité au niveau de 8 forages existants et de ce fait non utilisable, ni pour l'eau potable, ni pour l'irrigation, la production d'au moins 400 m3 d'eau douce est une priorité pour la région. L'action de déminéralisation se fera sur deux forages « Ain Zerqua et Ouled Abbass » qui ont été réparés et rééquipés par la direction de l'hydraulique de Souk Ahras. Ces deux forages se situent, pas loin de l'oued Mellegue (un oued à eau saumâtre) et les rejets de l'adoucissement dans cet oued auront de ce fait peu d'influence sur l'environnement.

Le budget de l'activité est présenté ci-dessous en tableau 18.

Tableau 18 : Budget Amélioration de la gestion de l'adduction d'eau

BUDGET	Désignation	Budget DTF	Budget consommé	Budget POA3
A01.09	Amélioration de la gestion de l'adduction de l'eau (acquisition de deux unités de déminéralisation)	201 600 €	0 €	170 000 €
	Mission d'appui à l'APC, gestion adduction d'eau	10 000 €	0 €	0 €

Suite à l'Infractuosité de l'appel d'offre international pour l'acquisition de deux unités de déminéralisation. La DP a relancé un avis de consultation internationale, en respectant les procédures du marché public, le 10/11/2009. la procédure est en cours.

**R1.10 Alphabétisation et scolarisation :**

Suite au recrutement d'un gestionnaire de l'enseignement à distance, un travail de sensibilisation et de recensement des candidates pour l'alphabétisation a été fait par la direction du programme. Une liste de 440 candidates, ainsi que la liste du trousseau scolaire et les livres pour soutenir cette activité, ont été arrêtés avec l'office de l'alphabétisation de la wilaya de Souk Ahras.

Pour la scolarisation des filles, une liste de 34 candidates a été arrêtée pour les inscriptions à l'enseignement à distance. Une convention de collaboration a été signée entre le Ministère de la Solidarité Nationale de la Famille et de la communauté Nationale à l'Etranger et l'Office Nationale de l'Enseignement à distance le 21/11/2009. Les frais des inscriptions seront engagés par le Ministère.

Les dépenses de cette activité sont gérées directement par le Ministère de la Solidarité de la Famille et de la Communauté Nationale à l'Etranger.

Tableau 19 : Budget alphabétisation et enseignement à distance.

BUDGET	Designation	Budget DTF	Budget consommé	Budget POA3
A01.09	Salaire du gestionnaire	280 000 DZD	0	
	Frais d'inscription de l'enseignement à distance	90 000 DZD	0	
	Acquisition de trousseau scolaire et livre dans le cadre de l'alphabétisation	810 000 DZD	0	
	Acquisition d'équipement bureautique et animation	270 000 DZD	0	
	Acquisition d'un véhicule utilitaire, frais d'assurance et vignette	1 600 000 DZD	0	
	frais de carburant	100 000 DZD	0	

### R1.11 Communication et information :

Cette activité concerne le renforcement des moyens d'information, de conseil et de vulgarisation et de sensibilisation autour des activités développées par le projet.  
Le budget de l'activité est présenté ci-dessous en tableau 19.

Tableau 19 : Budget Communication et information

BUDGET	Designation	Budget DTF	Budget consommé	Budget POA3
A01.10	Communication et information	20 000 €	0 €	4 000 €

Cette activité sera prise en charge par un expert en communication et marketing social du programme dont les termes de référence pour son recrutement seront revus par l'expert de l'appui continu lors de la prochaine mission.

### 7.2.10 Résultat 2 : La diminution du sous-emploi

Il s'agit de l'ensemble des activités qui permettront de développer des activités économiques.

### R2.1-2 Réévaluation, formation et encadrement micro crédit et micro finance :

Plusieurs agents dont un agent du Programme, un agent local de l'ANGEM et un agent local de la CRMA, seront les bénéficiaires d'une formation, encadrement micro crédit. Celle-ci sera réalisée localement mais assurée par une institution internationale, associée à un expert national spécialisé dans la micro finance et ayant de l'expérience dans l'émergence de nouvelles organisations de micro financement.

Des difficultés ont été rencontrées dans le recrutement d'un expert international vu le montant disponible insuffisant par rapport aux offres reçues. Les membres du CCL lors de la réunion du 19/07/2009, ont proposé de poursuivre la consultation et de recourir à l'expertise nationale le cas échéant. Dans ce sens, la DP compte sur l'appui continu pour débloquer le microcrédit cela à travers :

- la détermination des activités prioritaires à financer à travers le microcrédit.

Le budget de l'activité est présenté ci-dessous en tableau 20.

Tableau 20 : Budget évaluation et formation microcrédit

BUDGET	Désignation	Budget DTF	Budget consommé	Budget POA3
A02.1	Evaluation (Expert national)	6 050€	0	6 050€
	Formation de 06 personnes	2 226€	0	2 226€
	Voyage d'étude pour 07 personnes	2 264€	0	2 624€
	recrutement d'un agent ANGEM	24 000€	0 €	5 500 €
	recrutement d'un gent CNMA	24 000€	0 €	5 500 €

### R2.3 Etude des potentiels du terroir :

Les résultats de l'étude des potentiels du terroir seront incorporés dans le PCDLP ce qui aidera les acteurs locaux à la décision de mise en valeur du territoire.

Dans cette vision une consultation a été lancée, via la presse, pour réaliser l'étude des potentiels du terroir de Sidi Fredj. Cette consultation a été déclarée infructueuse car aucune offre n'avait atteint le seuil de l'offre note technique.

Dans le rapport de la mission 04 de l'appui continu et appui de la CTB, il a été proposé de fusionner cette activité avec activités complémentaires. Nous avons repris ce scénario ci-dessous.

Le budget de l'activité est présenté ci-dessous, en tableau 21

Tableau 21 : Budget Etude du potentiel su terroir

BUDGET	Designation	Budget DTF	Nouveau budget
A02.2	Etude potentiel et mise en valeur du milieu	15 000 €	80 000€
A03.02	Plan de protection des zones humides	15 000 €	0
A03.04	Etude de protection du bassin versant du barrage de Sidi Fredj	15 000 €	0
A.3.04	Voyage de formation en protection de bassin versant	10 000 €	0
A03.05	1ère étude de faisabilité et de mobilisation des eaux de surface de la commune	12 500€	0
A03.05	2 ème étude de faisabilité et de mobilisation des eaux de surface de la commune	12 500€	0

### R2.4 Vulgarisation, démonstration et appui en agriculture :

Cette activité est en fait subordonnée aux expertises développées sur la ligne Z01.08, elle regroupe néanmoins les sous activités suivantes présentées ci-dessous en tableau 22.

Tableau 22 : Budget Vulgarisation et appui en agriculture :

BUDGET	Designation	Budget selon DTF	Budget consommé	Budget POA3
A02.4	Indemnités aux vulgarisateurs (CPE)	19 200 €	2 595	2 400 €
	Petits équipements aux vulgarisateurs et agents du programme	5 886 €	0€	1 000 €
	Appui et démonstration chez les agriculteurs	36 000 €	1672	15 900 €
	Visites mensuelles inter producteurs	12 000 €	40	2 500 €
	Analyse de sol et eaux	17 500 €	363	1 800 €

Les démonstrations qui sont et seront développées au fur et à mesure par l'appui des expertises sont présentés dans le tableau nr 08 ci-dessus :

Selon le DTF des démonstrations étaient prévues en première année. Dans le cadre des missions d'appui fertigation seulement 2 démonstrations ont été installées et deux autres sont en cours de finalisation.

Les missions d'appuis de première année ont concerné :

- La fertigation avec les activités suivantes :
  - L'instruction et l'appui à la démonstration d'une irrigation goutte à goutte simple à très basse pression et avec injection hydraulique d'engrais.
  - L'instruction et l'appui à l'installation de bassins simples et peu coûteux (comme les bassins€
  - Oxfam ou des bassins en terre revêtus d'un géo membrane en polybutadiène) à partir duquel

l'irrigation localisée avec des pressions de 1-3 m a été installé.

Les agriculteurs ont été sélectionnés par le responsable divisionnaire de l'agriculture à Merahna et les agriculteurs choisis serviront d'agriculteurs de contact.

Les missions d'appuis de la deuxième année ont concerné :

- Mission d'appui pour les cultures alternatives (soja et câpre): des parcelles de démonstrations sont sélectionnées et des cultures de câpres, artichaut sont mis en place dans l'objectif de développer des cultures alternatives. Le suivi de ses cultures est assuré par les vulgarisateurs.

Les missions prévues pour la troisième année :

Un appel à candidature sera lancé pour la sélection des experts en apiculture, céréaliculture, arboriculture et intensification en élevage voir missions d'appui Z01.08.

Notons que ces démonstrations seront soutenues par des formations spécifiques qui seront réalisées au niveau du centre de formation de Merahna et de Sid Fredj.

**R2.5 Formation et voyage d'étude filière romarin et plantes aromatiques :**

L'étude des potentiels du terroir aura définie, le potentiel réel du romarin et orientera ainsi son exploitation. La formation en filière romarin aura pour objectif de mettre en ouvre des démonstrations pour l'exploitation du romarin et autres plantes aromatiques et médicinales et ce dans l'esprit de filière. Le développement de la filière romarin sera soutenu par le microcrédit.

Le budget de l'activité est présenté ci-dessous en tableau 23.

Tableau 23 : Budget formation filière romarin et plantes aromatiques

<b>BUDGET</b>	<b>Designation</b>	<b>Budget DTF</b>	<b>Budget consommé</b>	<b>Budget POA3</b>
A02.5	Formation en filière romarin	5 300 €	0	5 300 €
	Démonstration	5 274 €	0	5 274 €
	Voyage d'étude	9 426 €	0	9 426 €

L'utilité d'organiser un voyage sera étudiée par l'expert suite la formation.

**R2.6 Formation professionnelles spécifiques :**

Une convention sera signée entre le projet et le centre de formation de Mérahna (annexe Sidi Fredj) pour la prise en charge de la formation professionnelle et spécifique.

Le projet prendra en charge deux types de formation :

- formation professionnelle
- formation spécifique

La direction du programme, après un travail de sensibilisation et de recensement, a arrêté une liste de 26 candidats qui sont inscrits au niveau de centre de formation de Merahna pour la formation professionnelle.

Un deuxième travail de recensement est lancé par la DP pour rattraper la rentrée du mois de février.

Pour la formation spécifique : un travail d'identification des besoins en formation spécifique pour les groupes de producteurs est en cours avec les directions techniques (principalement la subdivision de l'agriculture et la circonscription des forêts) et ce en rapport avec le développement des filières et du microcrédit.

Les groupes de personnes et études spécifiques seront retenus conjointement avec la DP, les directions techniques concernées et le centre de formation. Des sous contrats seront ensuite passés avec des institutions et des personnes capables de réaliser les prestations.

Le budget de l'activité est présenté ci-dessous en tableau 24.

Tableau 24 : Budget formation professionnelle et spécifique

<b>BUDGET</b>	<b>Désignation</b>	<b>Budget DTF</b>	<b>Budget consommé</b>	<b>Budget POA3</b>
A02.6	Formation professionnelle et spécifique	30 000€	0	4 000€
	Sous contrat avec instituts de formation spécialisés	70 000€	0	8 000€

**R2.7 Filière olivier :**

La liste définitive des futures bénéficiaires pour les plantations d'oliviers, est arrêtée par le comité de l'APC afin d'incérer cette activité dans le PPDRI. Un technicien est engagé par le projet pour l'utilisation de la tarière. Les travaux seront entamés selon un chronogramme allant d'une mechta à une autre.

Le budget de l'activité est présenté ci-dessous en tableau 25.

Tableau 25 : Budget filière olivier

BUDGET	Désignation	Budget DTF	Budget consommé	Budget POA3
A02.7	Filière Olivier	210 000€	0	90 300

**R2.8 Ouverture des pistes :**

Le CTS du 22/11/2008 a approuvé la proposition de l'acquisition d'une niveleuse au lieu de l'ouverture des pistes vu que la commune de Sidi Fredj a bénéficié du programme des hauts plateaux qui a permis un désenclavement important et de réaliser toutes les pistes prévues par le projet.

Une consultation a été relancée par la DP le 05/11/2009 pour l'acquisition d'une niveleuse.

La DP propose d'augmenter le budget alloué à cette activité afin d'acquérir un matériel de qualité et ce vu l'état des pistes de la commune de Sidi Fredj.

La DP propose dans ce cas une augmentation de 30000€.

Le budget de l'activité est présenté ci-dessous en tableau 26.

Tableau 26 : Budget ouverture des pistes

BUDGET	Désignation	Budget DTF	Budget consommé	Nouveau Budget	Budget POA3
A02.8	Acquisition d'une niveleuse	90 000 €	0	120 000 €	120 000 €

**R2.9 Microcrédits :**

Le programme contribuera à identifier des activités économiques dans les domaines des services et du commerce, entre autres le développement d'entreprises de transport (transport de bombones de gaz), de travaux d'entretien routiers et de collecte d'ordures ménagères dans l'agglomération d'El Bordj...etc. Ces activités seront soutenues par le micro-crédit aux initiatives individuelles et associatives selon un dispositif financier assisté par le programme, mais co-géré avec la CRMA pour les associations et géré au niveau de l'ANGEM et au niveau de la CRMA élaboreront un manuel de les experts attachés au niveau de l'ANGEM et au niveau de la CRMA élaboreront un manuel de procédures et les conventions nécessaires entre le Programme et l'ANGEM, et le Programme et la CRMA. Leur rémunération est prévue dans le tableau n° 4.

Le budget de l'activité est présenté ci-dessous en tableau 27.

Tableau 27 : Budget encadrements des microcrédits

BUDGET	Designation	Budget DTF	Budget consommé	Budget POA 3
A02.9	Création de micro-entreprise	805 000 €	0 €	à compléter

Le budget de POA3 ne peut être arrêté que suite à l'identification des activités économiques à financer, des potentiels bénéficiaires, le taux d'intérêt.... etc.

Ce budget sera intégré avec les programmations financières trimestrielles

#### R2.10 Réalisation des forages :

Une étude géophysique a été réalisée pour identifier le site d'implantation du forage et le coût de sa réalisation. Un avis a été demandé à la direction de l'hydraulique pour approuver la faisabilité de réaliser ce forage.

La direction de l'hydraulique de la Wilaya de Souk Ahras déconseille la réalisation du forage dans la zone retenue par le projet et ce suite aux révélations de l'étude à savoir :

- débit à soustraire n'excèdera en aucun cas les 2 L/S;
  - la présence de gypse dans la région contamine les eaux en profondeur et rend l'eau saumâtre.
- La DP étudiée, dans ce cas, avec la subdivision de l'hydraulique de Merrahna, la possibilité de réaliser un autre forage sur un autre site.

Le budget de l'activité est présenté dans le tableau ci-dessous :

Tableau 28 : Budget réalisation du forage

BUDGET	Designation	Budget DTF	Budget consommé	Budget POA3
A02.10	Création et équipement de forage pour irrigation	60 000 €	0 €	60 000 €

#### 7.2.11 Résultat 3 La gestion des ressources naturelles :

Ce résultat regroupe des activités, dont l'objectif, est de permettre de contribuer à la meilleure préservation et gestion des ressources naturelles de la commune, en vue de garantir leur exploitation durable

##### Activité R3.1 - Sensibilisation des populations aux questions de l'environnement

Le travail de sensibilisation des adultes et des jeunes aux défis de la protection et de la gestion des ressources naturelles en zones rurales et zones urbaines sera réalisé en partenariat avec la Direction de l'Environnement et des programmes nationaux et associatifs de protection de l'environnement.

Dans le cadre de la sensibilisation, la direction du programme a pris en charge

- la plantation autour des écoles avec la participation des élèves ;
- l'organisation d'une journée de vulgarisation sur la taille des arbres fruitiers avec un groupe de producteur.

Les membres du comité de pilotage ont proposés d'aménager les abords du chef lieu d'EL-Borj au lieu de faire des prospectus pour la sensibilisation à l'environnement.

En attente des propositions de la direction de l'environnement et l'organisation du CTS, une décision finale sera prise.

Le budget de l'activité est présenté ci-dessous en tableau 29.

Tableau 29 : Budget sensibilisation à l'environnement

BUDGET	Désignation	Budget DTF	Budget consommé	Budget POA3
A03.01	Sensibilisation des populations aux questions de l'environnement	5 000	1 751,96	3.248,04

### Activité R3.2 - Etudes du potentiel de biodiversité et plan de préservation des écosystèmes des zones humides

Deux études seront réalisées cette année afin de :

- évaluer le potentiel de développement des ressources naturelles et recommander des actions d'aménagement du territoire et de développement adaptées aux caractéristiques de la zone dans un esprit de filières ;
- établir un bilan de la biodiversité des zones humides (El Medjen, Mkimen et Bir El Medjen et le réservoir du barrage de Sidi Fredj) et de la zone à romarin.

On note que ces études sont subordonnées à l'activité évaluation du potentiel des terroirs pour cet effet, la DP propose de fusionner cette étude avec l'étude du potentiel du terroir le scénario est présenté ci dessus.

### Activité R3.3 – Protection de bassins versants :

Cette activité est un fond pour les travaux du DRS, et bassin versant du barrage. le CCL du 19/07/2009 a donnée la priorité aux bassins versants des futures retenus collinaires, et que le projet engagera cette activité au fur et à mesure de la réalisation de lacs collinaires. Les sites qu'il faut protégé ne sont pas encore arrêtés. Pour cette raison la DP a proposé ci-dessus de fusionner cette Etude et formation de bassins versants avec celle de l'étude des potentiels des terroirs dans l'objectif de déterminer les sites à protéger.

Le budget de l'activité sera complété suite à la détermination des sites à protéger.

Tableau 31 : Budget protection des bassins versants

BUDGET	Désignation	Budget DTF	Budget consommé	Budget POA3
A03.03	Protection de bassin versants	312 000	0	A compléter

### Activité R3.4- Etude et formation de bassins versants

Cette activité s'articule autour de la réalisation d'études et formation sur la protection des bassins versants.

On note que le DTF précise que l'étude se portera principalement sur la protection du bassin versant du barrage de Sid Fredj. Suite au constat qui a été fait autour de ce barrage qui s'est colmaté.

La DP propose de fusionner ce budget avec celui de l'étude des potentiels du terroir afin de déterminer les sites prioritaires à protéger, ainsi le type de protection.

**Activité R3.5- Etude de faisabilité et mobilisation des eaux de surfaces**

Le Programme financera une première étude de mobilisation à des fins d'irrigation des eaux de surface de l'Oued El Aradjinia. Des réflexions sont engagées pour la possibilité de réhabiliter du barrage existant ou engager des travaux pour faire face à l'érosion de bassin versant de Sid Fredj.

Une deuxième étude sera engagée pour permettre d'élaborer un inventaire de sites d'implantation favorables aux petites retenues. L'étude donnera pour chaque site examiné les caractéristiques majeures (estimation de l'hydrologie, risques de crues, volume estimé des remblais de terre, type d'ouvrage de protection...).

La DP propose de fusionner ces études avec celle des potentiels des terroirs.

**Activité R3.6 Budget réalisation de lacs collinaires**

L'étude des potentiels des terroirs déterminera les sites pour la réalisation des lacs collinaires. Le budget de l'activité est présenté ci-dessous.

Tableau 34 : Budget réalisation de lac collinaire

BUDGET	Désignation	Budget DTF	Budget consommé	Budget POA3
A03.06	Réalisation d'ouvrages de retenues d'eau démonstrative (lacs collinaires	200 000 €	0	10 000 €

**Activité R3.7 Budget reboisement et autres activités forestières :**

Cette activité regroupe le reboisement et/ou le repeuplement en utilisant les mêmes techniques de plantation forestière. Le reboisement massif concerne des espaces nus, le repeuplement a lieu à l'intérieur des formations forestières claires en voie de dégradation.

Etant donné la vocation agro-sylvo-pastorale de la zone de projet, le reboisement intégrera des espèces à usage fourrager à port arborescent sera privilégiée.

La DP a engagé un travail de délimitation parcellaire pour engager les travaux de reboisement sur le contant de Sid Fredj.

Les travaux de reboisement sont en cours.

Dans le souci de créer des zones de biodiversité autour des plantations forestières la DP a engagé un travail de sensibilisation pour des plantations d'oliviers autour du caroubier.

Le budget de l'activité est présenté ci-dessous en tableau 35.

Tableau 35 : Budget reboisement et autres activités forestières

BUDGET	Désignation	Budget DTF	Budget consommé	Budget POA3
A03.07	Reboisement	250 000€	0 €	40 000 €
Z01.08	Mission d'appui traitement chenilles et lutte biologique	6 500 €	0 €	6 500 €
	Appui technique, plans parcellaire de plantation	6 000 €	3000€	3000 €
	Plantations forestières d'exploitation	19 500 €	0 €	19 500 €

**Activité P3.8 Traitement des eaux et déchets solides**

A titre pilote, et afin de contribuer au développement harmonieux de l'agglomération, un système de traitement des eaux usées avec utilisation des eaux épurées (lagunage et arboriculture) sera entrepris à El Bordj. Cette activité comprendra une mission d'étude de conception et la réalisation des dispositifs nécessaires.

Une mission d'étude de gestion et système de collecte et traitement des ordures sera également prévue. Un budget est réservé à la mise en œuvre d'un système expérimental.  
Le budget de l'activité est présenté ci-dessous en tableau 36.

Tableau 36 : Traitement des eaux et déchets solides.

BUDGET	Désignation	Budget DTF	Budget consommé	Budget POA3
A03.08	Mission d'étude en traitement des eaux usées et des déchets solides à Sidi Fredj	10 000 €	0	10 000€
	Réalisation d'un dispositif expérimental de traitement des eaux	16 200 €	0	0

## 8. CONCLUSIONS

### 8.1. Activités et Finances

L'utilisation des moyens mis à disposition de la direction du programme et les résultats atteints, malgré la lenteur de certaines opérations, font l'unanimité des partenaires qu'ils sont dus en grande partie à la complexité des procédures et à l'environnement externe.

Les moyens complémentaires éventuellement nécessaires seront apportés à la direction du programme en 2009 pour assurer la bonne mise en œuvre du projet dans son ensemble.

Seul le démarrage des PDL outil indispensable dans la lutte contre la pauvreté permettra une planification plus objective et l'évaluation des risques en conséquence.

### 8.2. Critères de suivi

#### **Efficience, Efficacité, Durabilité**

En mettant en parallèle l'évaluation des critères de suivi (efficience, efficacité et durabilité), on peut conclure que l'atteinte totale des résultats n'est pas compromise, mais le retard pourrait nécessiter une durée plus longue d'exécution et imposer une éventuelle prolongation de la validité de la Convention Spécifique.

**Annexe 1 : Programmation financière**

Lignes budgétaires	Mode	Budget	Total dépensé	Q1-2010	Q2-2010	Q3-2010	Q4-2010
<b>A La pauvreté &amp; l'exclusion reculent dans la commune de Sidi Fredj</b>		<b>3 312 186,00</b>	<b>1 166,45</b>	<b>298 554,00</b>	<b>95 200,00</b>	<b>511 000,00</b>	<b>288 650,00</b>
<b>01 Les services sociaux &amp; communautaires sont améliorés</b>		<b>1 004 500,00</b>	<b>258 158,43</b>	<b>130 554,00</b>	<b>36 000,00</b>	<b>231 000,00</b>	<b>63 650,00</b>
01 Plan de développement et de lutte contre la pauvreté	COGEST	148 400,00	56489,79	0,00	15 000,00	30 000,00	32 000,00
02 transport scolaire	COGEST	30 000,00	43786,12	0,00	-14 000,00	0,00	0,00
03 Accompagnement scolaire	COGEST	80 400,00	57627,16	2 400,00	3 000,00	3 000,00	14 000,00
04 Amélioration de système de santé	COGEST	217 600,00	1613,82	100000	3000	2000	1650
05 Equipement complémentaire maison de jeunes	COGEST	10 000,00	2233,73	5 354,00	0,00	0,00	0,00
06 Amélioration de l'accé à l'énergie	COGEST	25 000,00	31044,46	800,00	0,00	0,00	0,00
07 Edification et équipement CDC	COGEST	200 000,00	0	20 000,00	23 000,00	23 000,00	14 000,00
08 Amélioration de la gestion des voiries	COGEST	61 500,00	63749,53	0,00	0,00	0,00	0,00
09 Amélioration de la gestion de l'adduction	COGEST	211 600,00	1613,82	0,00	0,00	170 000,00	
10 Communictaion et information	COGEST	20 000,00	0	2 000,00	6 000,00	3 000,00	2 000,00
11 Alphabétisation et scolarisation	COGEST	0	0	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>02 Le sous-emploi diminue</b>		<b>1 449 486,00</b>	<b>9 008,00</b>	<b>148 000,00</b>	<b>34 000,00</b>	<b>187 000,00</b>	<b>95 000,00</b>
01 Formation et développement micro crédit et micro-finance	COGEST	48 000,00	0	0,00	10 000,00	5 000,00	8 000,00
02 Formation et voyage micro crédits et entreprise	REGIE	10 900,00	0	0,00	0,00	2 000,00	0,00
03 Etude des potentiels des terroirs	COGEST	15 000,00	0	0,00	0,00	15 000,00	0,00
04 Vulgarisation démonstration et appui en agriculture	COGEST	90 600,00	4 873,83	2 000,00	2 000,00	4 000,00	2 000,00
05 Formation, voyage d'étude & démonstration filière romarin	REGIE	20 000,00	0	0,00	0,00	3 000,00	3 000,00
06 Formations professionnelles et spécifiques	COGEST	100 000,00	0	1 000,00	2 000,00	10 000,00	15 000,00
07 Filière oliviers	COGEST	210 000,00	0	15 000,00	20 000,00	35 000,00	20 000,00
08 Ouverture de pistes	COGEST	90 000,00	1613,82	130 000,00	0,00	0,00	0
09 Micro entreprises	COGEST	805 000,00	0	0,00	0,00	53 000,00	47 000,00
10 Création de forages pour l'irrigation	COGEST	60 000,00	2520,35	0,00	0,00	60 000,00	0,00
<b>03 La gestion des ressources naturelles est améliorée</b>		<b>858 200,00</b>	<b>1940,49</b>	<b>20 000,00</b>	<b>25 200,00</b>	<b>93 000,00</b>	<b>130 000,00</b>
01 Sensibilisation à l'environnement	COGEST	5 000,00	1751,96	0,00	3 200,00	0,00	0,00
02 Plan de protection des zones humides	REGIE	15 000,00	0	0,00	0,00	15 000,00	0,00
03 Protection de bassins versants	COGEST	312 000,00	0	0,00	0,00	0,00	60 000,00
04 Etude & formation protection de bassins versants	REGIE	25 000,00	0	0,00	0,00	25 000,00	0,00
05 Etude de faisabilité de mobilisation des eaux de surface	COGEST	25 000,00	0	0,00	0,00	25 000,00	0,00
06 Réalisation de lacs collinaires de démonstration	REGIE	200 000,00	188,53	0,00	0,00	25 000,00	35 000,00
07 Reboisement	COGEST	250 000,00	0	20 000,00	20 000,00	0,00	30 000,00
08 Traitement eau et déchets solides	COGEST	26 200,00	0	0,00	2 000,00	3 000,00	5 000,00

Lignes budgétaires	Mode	Budget	Total Dépense	Q1-2010	Q2-2010	Q3-2010	Q4-2010
<b>Z Moyens généraux</b>		<b>1 576 391,00</b>	<b>435 981,29</b>	<b>96 000,00</b>	<b>78 500,00</b>	<b>102 500,00</b>	<b>106 000,00</b>
<b>01 Expertise pour la direction du programme</b>		<b>849 200,00</b>	<b>201 300,66</b>	<b>27 000,00</b>	<b>39 500,00</b>	<b>72 500,00</b>	<b>69 000,00</b>
01 Co-responsable	REGIE	148 500,00	90 906,58	6 000,00	6 000,00	10 000,00	7 000,00
02 Frais de mission Responsable, Coresponsable et Responsables techniques	REGIE	51 000,00	13 094,95	3 000,00	3 000,00	4 000,00	3 000,00
03 Expert en communication et marketing social	REGIE	61 200,00	0	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
04 Expert en développement local & lutte contre la pauvreté	REGIE	52 000,00	0	0,00	19 500,00	19 500,00	0,00
05 Frais de mission	REGIE	-	0	0,00	0,00	0,00	0,00
06 Coût du gestionnaire	REGIE	27 000,00	5303,80	4 000,00	3 000,00	3 000,00	3 000,00
07 Frais de fonctionnement CTS et CCL	REGIE	12 500,00	2 145,70	1 000,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
08 Mission d'appui et renforcement des capacités	REGIE	497 000,00	89 849,63	13 000,00	2 000,00	30 000,00	50 000,00
<b>02 Personnel technique</b>		<b>186 000,00</b>	<b>56 896,27</b>	<b>13 000,00</b>	<b>13 000,00</b>	<b>13 000,00</b>	<b>13 000,00</b>
01 Personnel administratif & financier	COGEST	66 000,00	25 439,29	4 000,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
02 Personnel de soutien	COGEST	120 000,00	31 456,98	9 000,00	9 000,00	9 000,00	9 000,00
<b>03 Frais de logistique</b>		<b>436 000,00</b>	<b>176 987,31</b>	<b>53 000,00</b>	<b>24 000,00</b>	<b>15 000,00</b>	<b>22 000,00</b>
01 Véhicules	COGEST	139 000,00	101 190,32	30 000,00	4 000,00	0,00	0,00
02 Equipement de bureau	COGEST	12 000,00	8 791,63	0,00	0,00	0,00	0,00
03 Equipement informatique	COGEST	22 000,00	14 506,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00
04 Frais de fonctionnement	COGEST	263 000,00	52 499,36	16 000,00	20 000,00	15 000,00	22 000,00
<b>04 Audit et suivi/évaluation</b>		<b>105 191,00</b>	<b>797,05</b>	<b>3000</b>	<b>2000</b>	<b>2000</b>	<b>2000</b>
01 Evaluation de processus & d'impact et autres missions de suivi	REGIE	75 200,00	797,05	3 000,00	2 000,00	2 000,00	2 000,00
02 Audits annuels	COGEST	30 000,00	0	0,00	0,00	0,00	0,00
<b>Total REGIE</b>		<b>1 249 791,00</b>	<b>202 286,24</b>	<b>30 000,00</b>	<b>41 500,00</b>	<b>144 500,00</b>	<b>109 000,00</b>
<b>Total COGESTION</b>		<b>3 693 286,00</b>	<b>502 801,97</b>	<b>364 554,00</b>	<b>132 200,00</b>	<b>469 000,00</b>	<b>285 650,00</b>
<b>Total</b>		<b>4 943 077,00</b>	<b>705 088,21</b>	<b>394 554,00</b>	<b>173 700,00</b>	<b>613 500,00</b>	<b>394 650,00</b>



Annexe 2 : programmation opérationnelle

PLAN DES OPERATIONS 2010

ALG 04 011 11

Appui à la Lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion dans la Wilaya de Souk Ahras

N°	RESACT	BUD	MODE	TÂCHE	2010																	
					Tri 1, 2010			Tri 2, 2010			Tri 3, 2010			Tri 4, 2010								
					Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jui	Jul	Aoû	Sep	Oct	Nov	Déc						
0				<b>PLAN D'OPERATIONS DU PROJET POA3</b>																		
1				<b>Dates Officielles</b>																		
2				Signature Convention Spécifique (14/11/2005)																		
3				Formulation (mars-avril 2006) et DTF (mai 2006)																		
4				Signature Convention de mise en œuvre (30/11/2006)																		
5				Démarrage officiel du projet (01/04/2008)																		
6				<b>Comités de Concertation locale</b>																		
7				CCL n° 1 (réaménagement des bureaux) (26/02/2007)																		
8				CCL n° 2 (personnel et logistique) (18/12/2007)																		
9				CCL n° 3 (rapport de démarrage) (05/04/2008)																		
10				CCL n° 4 (POA1) (06/07/2008)																		
11				CCL n° 5 (POA2) 13/03/2009																		
12				CCL n° 6 (27/07/2009)																		
13				CCL n° 7 ( validation du rapport suivi évaluation 14/12/2010)																		
14				CCL N° 8 rapport suivi évaluation planifier pour 20/ 06 /2010																		
15				<b>Comités techniques</b>																		
16				CTS (25/03/2008)																		
17				CTS (22/11/2008)																		
18				CTS (21/02/2009)																		
19				CTS (01/06/2009)																		
20				CTS (20/01/2010) planifier pour le premier trimestre 2010																		
21				CTS (22/04/2010) Planifier pour le deuxième trimestre 2010																		
22				CTS ( 20 /09/2010) planifier pour le troisième trimestre 2010																		
23																						
24				<b>Mise en place de la Direction du Programme</b>																		
25				<b>Recrutement personnel DP</b>																		
26	RZ	Z.01.02	RE	Désignation Responsable MESN (régie)																		
27	RZ	Z.01.01	RE	Recrutement Co-Responsable CTB (régie)																		
28	RZ	Z.02.01	CO	Recrutement assistant administratif et financier																		
29	RZ	Z.01.06	RE	Recrutement gestionnaire (régie)																		
30	RZ	Z.02.01	CO	Recrutement secrétaire																		
31	RZ	Z.02.02	CO	Recrutement 4 gardiens																		

Appui à la Lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion dans la Wilaya de Souk Ahras - Commune de Sidi Fredj POA2 (2009)

Tâche   
 Fractionnement   
 Avancement 

Jalon   
 Récapitulative d'activité   
 Récapitulatif du projet 

Échéance   
 Récapitulative de résultat 

PLAN DES OPERATIONS 2010

ALG 04 011 11

Appui à la Lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion dans la Wilaya de Souk Ahras

N°	RESACT	BUD	MODE	TÂCHE	2010																	
					Tri 1, 2010			Tri 2, 2010			Tri 3, 2010			Tri 4, 2010								
					Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jui	Jul	Aoû	Sep	Oct	Nov	Déc						
32	RZ	Z.02.02	CO	Recrutement 2 chauffeurs																		
33				DP opérationnelle																		
34				Mise en place des bureaux																		
35	RZ	Z.03.04	CO	Affectation des locaux à Merahna et Sidi Fredj																		
36	RZ	Z.03.04	CO	Réhabilitation locaux du Programme																		
37	RZ	Z.03.02	CO	Aquisition mobilier de bureau																		
38	RZ	Z.03.03	CO	Acquisition équipements (informatique, bureautique)																		
39	RZ	Z.03.04	CO	Aménagement salle de réunion																		
40	RZ	Z.03.04	CO	Aménagement abords extérieurs																		
41				Commandes véhicules et équipements																		
42	RZ	Z.01.01	RE	Acquisition 1 4x4 CRP Régie																		
43	RZ	Z.03.01	CO	Acquisition 2 PU 4x4																		
44	RZ	Z.03.01	CO	Acquisition 2 PU 4x4 et 4 véhicules légers																		
45				Missions d'appui à la DP																		
46	RZ	Z.04.01	RE	mission d'appui continu N° 5 planifier (5/01/2010)																		
47				N° 5 planifier (5/01/2010)																		
48				N° 6 planifier pour le mois de mai après le recrutement de l'expert PDL																		
49				N° 7 planifier pour le 3/07/2010																		
50				N° 8 atelier de restitution des résultats du PDL																		
51				Traduction DTF et dépliant																		
52	RZ	Z.03.04	CO	Traduction du DTF en arabe																		
53	RZ	Z.03.04	CO	Dépliant du Projet (arabe et français)																		
54				Adaptation Plan d'opérations, budget et planning financier																		
55				Elaboration POA 4 (Année 2011)																		
56																						
57	R1	A.01		Amélioration de l'accès aux services sociaux																		
58				Programmation communale participative (PCDLP)																		
59				Mise en place des ressources humaines et formation																		
60				Approche genre																		
61	R1.1.3	A.01.01	CO	Recrutement expert approche genre MDCFCF (2 HM) (expert national)																		
62	R1.1.5	A.01.01	CO	Formation genre et développement (10 personnes)																		
63	R1.1.5	A.01.01	CO	Voyage d'étude genre (5 personnes)																		
64				Réalisation du PCDLP																		
65				Expertise en développement local																		

Appui à la Lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion dans la Wilaya de Souk Ahras - Commune de Sidi Fredj POA2 (2009)

Tâche

Fractionnement

Avancement

Jalon

Récapitulative d'activité

Récapitulatif du projet

Échéance

Récapitulative de résultat

PLAN DES OPERATIONS 2010

ALG 04 011 11 Appui à la Lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion dans la Wilaya de Souk Ahras

N°	RESACT	BUD	MODE	TÂCHE	2010											
					Tri 1, 2010			Tri 2, 2010			Tri 3, 2010			Tri 4, 2010		
					Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jui	Jul	Aoû	Sep	Oct	Nov	Déc
66	R1.1.	Z.01.04	RE	Procédure de recrutement expert en développement local (expert national avec expérience int												
67	R1.1.	Z.01.04	RE	Engagement de l'expert en développement local (8 mois)												
68	R1.1.6	A.01.01	CO	Procédure d'élaboration du plan communal												
69	R1.1.6	A.01.01	CO	Information et sensibilisation												
70	R1.1.6	A.01.01	CO	Diagnostic de situation et connaissance du milieu												
71				<b>Enquêtes</b>												
72	R1.1.6	A.01.01	CO	Engagement 10 enquêteurs (1,5 mois) pour la réalisation d'enquêtes												
73	R1.1.6	A.01.01	CO	Enquêtes: Evaluation des problèmes, besoins et demandes												
74	R1.1.6	A.01.01	CO	Dépouillement et analyse des enquêtes												
75	R1.1.6	A.01.01	CO	Incorporation des diverses études dans le PCDLP												
76	R1.1.6	A.01.01	CO	Ateliers de stratégie et propositions de projets												
77	R1.1.6	A.01.01	CO	Ateliers de modalités d'exécution et partenariats												
78	R1.1.6	A.01.01	CO	Validation du PCDLP												
79	R1.1.6	A.01.01	CO	Réactualisation du PCDLP + atelier fin 2010												
80	R1.1.6	A.01.01	CO	Réactualisation du PCDLP + atelier fin 2011												
81	R1.1.6	A.01.01	CO	Réactualisation du PCDLP + atelier fin 2012												
82				<b>URG Acquisition 2 Minibus de transport scolaire</b>												
83	R1.2.0	A.01.02	CO	livraison d'un lini bus												
84				<b>Accompagnement et équipement scolaire</b>												
85	R1.3.3	A.01.03	CO	Prise en charge partielle de 8 monitrices 2 ans												
86	R1.3.1	A.01.03	CO	Formation des monitrices												
87				<b>URG Equipement complémentaire</b>												
88	R1.3.2	A.01.03	CO	utilisation d'équipement scolaire et de bibliothèque												
89				<b>URG Acquisition 1 Clinique mobile</b>												
90				livraison d'un clinomobile												
91	R1.4.1	A.01.04	CO	Prise en charge personnel médical clinomobile (48 mois)												
92				<b>URG Fonctionnalité et équipement Maison des jeunes</b>												
93	R1.5.0	A.01.05	CO	livraison et utilisation des équipements de MJ												
94				<b>URG Service d'accès au gaz domestique</b>												
95	R1.6.0	A.01.06	CO	réception de camion de gaz												
96	R1.6.0	A.01.06	CO	gestion du camion de livraison de gaz sous forme d'entreprise à travers le microcrédit												
97				<b>Alphabétisation / Scolarisation des femmes et filles</b>												
98				Installation système enseignement à distance (budget algérien)												
99	R1.7.1	A.01.11	CO	Recrutement du gestionnaire enseignement à distance (budget algérien)												

Appui à la Lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion dans la Wilaya de Souk Ahras - Commune de Sidi Fredj POA2 (2009)



N°	RESACT	BUD	MODE	TÂCHE	2010											
					Tri 1, 2010			Tri 2, 2010			Tri 3, 2010			Tri 4, 2010		
					Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jui	Jul	Aoû	Sep	Oct	Nov	Déc
100	R1.7.1	A.01.11	CO	livraison des équipements relatif au gestionnaire de l'E à D												
101	R1.7.1	A.01.11	CO	Mise en place du système d'inscription et d'enseignement												
102				<b>Alphabétisation des femmes (budget algérien)</b>												
103	R1.7.2	A.01.11	CO	Prise en charge du coût de 440 candidates à l'alphabétisation												
104				<b>Construction / équipement Centre Dev. Comm.</b>												
105	R1.8.0	A.01.07	CO	Etude architecture et génie civil												
106	R1.8.0	A.01.07	CO	Construction du CDC												
107	R1.8.0	A.01.07	CO	Equipement du CDC												
108	R1.8.0	A.01.07	CO	Recrutement et prise en charge du gestionnaire (2,5 ans)												
109				<b>Amélioration gestion des pistes communales</b>												
110	R1.9.2	A.01.08	CO	Dotation en matériel d'entretien des pistes												
111				<b>Amélioration gestion adduction eau potable</b>												
112	R1.10	A.01.09	CO	Procédure de consultation spécialiste nat. Gestion adduction d'eau												
113	R1.10	A.01.09	CO	Réalisation mission d'appui + plan de gestion AEP (2 mois)												
114	R1.10	A.01.09	CO	Réhabilitation de bornes fontaines												
115	R1.10	A.01.09	CO	Mise en place système de gestion												
116				<b>Unités de déminéralisation</b>												
117				livraison et mise en place des unités de déminéralisation												
118	R1.10	A.01.09	CO	Formation à l'exploitation et maintenance												
119				<b>Moyens de communication, information et vulgarisation</b>												
120	R1.11	Z.01.03	RE	Procédure de consultation expert en communication												
121	R1.11	Z.01.03	RE	Engagement expert en communication et marketing social (3 ans)												
122	R1.11	A.01.10	CO	Développement de supports didactiques et outils de vulgarisation												
123				<b>Appui à la Lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion dans la Wilaya de Souk Ahras - Commune de Sidi Fredj</b>												
124	R2.1			<b>Micro-crédit et microfinance</b>												
125	R2.1.1	A.02.01	CO	Appel d'offres et sélection organisme international en micro-financement												
126	R2.1.2	A.01.01	CO	Recrutement 1 spécialiste en micro-crédit 48 mois (ANGEM)												
127	R2.1.3	A.01.01	CO	Recrutement 1 spécialiste en micro-crédit et associations 48 mois (CRMA)												
128	R2.1.1	A.02.01	CO	Formation en micro-crédit et microfinance (6 pax, 7 jrs)												
129	R2.1.1	A.02.02	RE	Voyage d'étude et formation micro-entreprise (3 pax, 5 jrs)												
130	R2.7.0	A.02.09	CO	Conventions entre Programme et institution bancaire												
131	R2.2			<b>Etude des potentiels des terroirs</b>												
132	R2.2.0	A.02.03	CO	Appel à consultant pour réaliser l'étude du potentiel des terroirs												

Appui à la Lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion dans la Wilaya de Souk Ahras - Commune de Sidi Fredj POA2 (2009)







N°	RESACT	BUD	MODE	TÂCHE	2010																	
					Tri 1, 2010			Tri 2, 2010			Tri 3, 2010			Tri 4, 2010								
					Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jui	Jul	Aoû	Sep	Oct	Nov	Déc						
198	R.3.6.0	A.03.08	CO	Mise en oeuvre d'un système pilote de collecte et entreposage déchets solides																		
199																						
200				Appui Suivi-Evaluation																		
201				Missions d'appui et consultances (timing et opportunité à définir)																		
202				Guidance à la direction du programme (I-Mage)																		
203				Suivi des indicateurs de résultat																		
204	RZ	Z.04.01	RE	Appel d'offres consultant guidance du projet																		
205	RZ	Z.04.01	RE	Mission janvier 2010 (Vianney Labé)																		
206	RZ	Z.04.01	RE	Mission juin 2010 (Vianney Labé)																		
207	RZ	Z.04.01	RE	Mission xxx																		
208				Système d'information géographique (SIG)																		
209	RZ	Z.01.08	RE	Extension du contrat de guidance au SIG																		
210	RZ	Z.01.08	RE	Achat des équipements (unité informatique, GPS,...) et logiciels																		
211	RZ	Z.01.08	RE	Mission de mise en place du SIG + cartographie Sidi Fredj																		
212	RZ	Z.01.08	RE	Intégration d'un responsable de gestion du SIG																		
213	RZ	Z.01.08	RE	Missions de formation par expert national																		
214	RZ	Z.01.08	RE	Coaching et appui à l'utilisation du SIG																		
215	RZ	Z.01.08	RE	Appui à l'extension du système d'information géographique																		
216				Autres consultances																		
217	RZ	Z.01.08		Conception activités de ripage																		
218	RZ	Z.01.08		Expertises non définies																		
219				Suivi-Evaluation																		
220				Suivi périodique																		
221	RZ	Z.01.07		Fonctionnement CTS et CCL																		
222				Audits annuels (Interne ou externe)																		
223	RZ	Z.04.02	CO	Audit annuel 2008																		
224	RZ	Z.04.02	CO	Audit annuel 2009																		
225	RZ	Z.04.02	CO	Audit annuel 2010																		
226	RZ	Z.04.02	CO	Audit annuel 2011																		
227	RZ	Z.04.02	CO	Audit annuel 2012																		
228				Evaluations																		
229	RZ	Z.04.01	RE	Evaluation de première année																		
230	RZ	Z.04.01	RE	Evaluation mi-parcours																		
231	RZ	Z.04.01	RE	Evaluation finale																		

Appui à la Lutte contre la Pauvreté et l'Exclusion dans la Wilaya de Souk Ahras - Commune de Sidi Fredj POA2 (2009)



N°	RESACT	BUD	MODE	TÂCHE	2010														
					Tri 1, 2010			Tri 2, 2010			Tri 3, 2010			Tri 4, 2010					
					Jan	Fév	Mar	Avr	Mai	Jui	Jul	Août	Sep	Oct	Nov	Déc			
232				<b>Clôture du Projet</b>															
233	RZ	Z.04.01	RE	Transfert des activités et des équipements															

